



ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO

## Renforcer la résilience face à la criminalité organisée

Yvon Dandurand, Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo,  
Kingsley Madueke et Oumar Zombre



## Résumé

Les approches centrées sur l'État pour renforcer la résilience face à la criminalité organisée doivent être complétées par des réponses communautaires, adaptées au contexte, qui s'attaquent à la criminalité organisée et à la violence au niveau local. Les communautés locales sont des éléments clés de la réponse nécessaire aux effets déstabilisants de la criminalité organisée dans les situations de conflit et d'après-conflit. La compréhension des parties prenantes en ce qui concerne les éléments de la résilience des communautés face à la criminalité organisée, notamment dans des contextes instables, reste lacunaire. Ce présent rapport entreprend de combler cette lacune en analysant les principaux leviers de la résilience communautaire – identifiés comme étant le capital social, les capacités communautaires, le rôle des femmes, le capital économique et les infrastructures – dans quatre communautés au Nigeria, en Guinée-Bissau et au Burkina Faso.

## Recommandations

- Cibler la corruption publique en tant qu'élément essentiel du renforcement de la légitimité de l'État et de la promotion de la résilience des communautés face à la criminalité organisée.
- S'attaquer aux obstacles contextuels à la résilience des communautés, notamment le manque de coordination entre les acteurs de la résilience et le manque de sensibilisation du public à l'impact local des marchés illicites.
- Renforcer la gouvernance locale, y compris les mécanismes de gouvernance traditionnels, et d'autorité.
- Soutenir l'amélioration des relations et de la coopération entre les institutions étatiques, les mécanismes de gouvernance locale et les acteurs locaux de la résilience.
- Des groupes de défense civile et d'autres acteurs non étatiques de la sécurité peuvent opérer au niveau local. S'ils sont cités par les communautés comme des éléments clés de la résilience, il faudra aider les communautés à coopérer avec eux et à négocier les attentes et les règles.



**OCWAR-T**

Crime organisé : réponse ouest-africaine au trafic

## Introduction

Il est urgent d'explorer des cadres de réponse innovants pour traiter la relation entre l'économie illicite et les conflits en Afrique de l'Ouest. De nombreuses communautés sont confrontées à des menaces importantes de la part des acteurs des conflits et, dans de nombreuses régions, les cadres de réponse centrés sur l'État ont eu un succès limité.

Les défis que représentent actuellement les conflits et les marchés illicites sont immenses. L'Afrique de l'Ouest connaît des niveaux de violence armée sans précédent, la période de 2015 étant la plus violente jamais enregistrée dans la région<sup>1</sup>. L'*Indice du crime organisé 2021*, outil d'évaluation des niveaux de criminalité organisée et de la résistance à ce fléau, indique une hausse des niveaux de criminalité en Afrique de l'Ouest. Cette évolution est conforme aux tendances continentales, parallèlement à une détérioration de la résilience des États face à la criminalité organisée dans la majeure partie de la région<sup>2</sup>.

Pendant ce temps, les réponses apportées tant aux conflits qu'à l'économie illicite se sont révélées, à maintes reprises, ne présenter essentiellement que des avantages à court terme. Dans le pire des cas, ils ont été contre-productifs.

Il est de plus en plus évident que les approches centrées sur l'État pour renforcer la résilience face à la criminalité organisée doivent être complétées par des réponses communautaires, adaptées au contexte, pour lutter contre ce fléau et la violence au niveau local. Les communautés locales sont des éléments clés de la réponse aux effets déstabilisants de la criminalité organisée, y compris dans les situations de conflit et d'après-conflit.

Pourtant, si des avancées significatives ont été réalisées dans les méthodes de mesure de la résilience au niveau des États – notamment grâce à l'*Africa Organised Crime Index 2021*<sup>3</sup> d'ENACT et à l'*Indice mondial du crime organisé* de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC)<sup>4</sup> –, des lacunes persistent dans notre compréhension de l'interaction entre la résilience communautaire et la résilience au niveau des États. La manière dont interagissent la résilience communautaire dans les zones en proie à la violence locale, et où les communautés sont vulnérables au recrutement par des organisations extrémistes violentes, est particulièrement préoccupante.

Il est urgent d'explorer des réponses innovantes afin de s'attaquer au lien entre l'économie illicite et les conflits en Afrique de l'Ouest

Sur la base de ce constat, la GI-TOC a conçu un axe de recherche pour explorer les éléments de la résilience communautaire dans ces contextes, en complément d'un nombre croissant de preuves explorant les approches de consolidation de la paix « ascendantes » qui se concentrent sur la résolution des conflits locaux<sup>5</sup>. Ce rapport, qui en fait partie, présente les résultats d'un projet de trois mois visant à tester un cadre d'analyse de la résilience à la criminalité organisée au niveau communautaire dans des situations de conflit ou de fragilité.

La recherche a consisté en des études de terrain menées dans cinq communautés d'Afrique de l'Ouest au Nigeria, au Burkina Faso et en Guinée-Bissau. Chacune d'elle est confrontée à différents niveaux de menace provenant de l'économie illicite et des groupes extrémistes violents et présente différents niveaux de résilience. Les communautés ont été choisies et comparées afin de mieux comprendre le rôle et l'interaction des principaux leviers de la résilience dans différents contextes. Les résultats des recherches entreprises dans quatre de ces communautés sont présentés ci-dessous.

L'étude avait pour objectif de faire la lumière sur les questions suivantes :

- Comment les leviers de la résilience fonctionnent-ils au niveau communautaire et quels sont les facteurs clés qui affectent la résilience d'une communauté face à la criminalité organisée et à la violence ?
- Quels facteurs favorisent l'épanouissement de la résilience locale dans des contextes marqués par une forte criminalité et une grande instabilité ?

- Quels sont les facteurs qui font obstacle au renforcement de la résilience des communautés face à la criminalité organisée, y compris dans des contextes fragiles et conflictuels ?
- Que peuvent faire les États et les acteurs internationaux pour renforcer la résilience au niveau communautaire ?

Cette étude exploratoire a été menée parallèlement à une étude similaire en Afrique de l'Est, où des études sur le terrain ont été coordonnées au Kenya et au Mozambique<sup>6</sup>. Les deux études sont destinées à se compléter afin d'améliorer la compréhension des éléments de la résilience des communautés face à la criminalité organisée. Toutes deux ont exploré la résilience des communautés dans des contextes où il y a différents degrés de menaces sécuritaires, certaines d'entre elles étant touchées par des insurrections à grande échelle, d'autres confrontées à la criminalité urbaine et à la violence des gangs, et d'autres encore faisant face à des menaces sécuritaires beaucoup moins importantes.

Il s'agit d'un axe de recherche complexe qui pourrait apporter une valeur ajoutée significative aux réponses ascendantes pour lutter contre les dommages causés par l'économie illicite dans les zones instables et touchées par des conflits.

## Comprendre la résilience des communautés

La résilience d'une communauté est un processus dynamique qui relie une série de capacités d'adaptation et de forces pour répondre à divers changements, menaces, perturbations ou événements indésirables. Il s'agit de la capacité des membres de la communauté à prendre des mesures significatives, délibérées et collectives pour faire face à une situation problématique ou menaçante, y compris la capacité d'interpréter l'environnement, d'intervenir et de passer à autre chose.

La résilience d'une communauté est la mesure de sa capacité durable à exploiter les ressources disponibles pour prévenir, répondre, résister ou se remettre de situations défavorables, notamment la criminalité organisée et l'extrémisme violent.

La résilience d'une communauté dépend de la nature des menaces auxquelles elle est confrontée, des objectifs qu'elle poursuit et des mesures qu'elle prend

Elle est liée à l'efficacité collective de la communauté, qui repose en définitive sur la capacité et la volonté de ses membres et de ses dirigeants d'intervenir pour le bien commun. Il s'agit donc de la compétence et de la capacité d'action collectives d'une communauté, de sa « capacité à mener des actions concertées ainsi que de sa capacité à résoudre des problèmes et à établir un consensus pour négocier des réponses coordonnées<sup>7</sup> ».

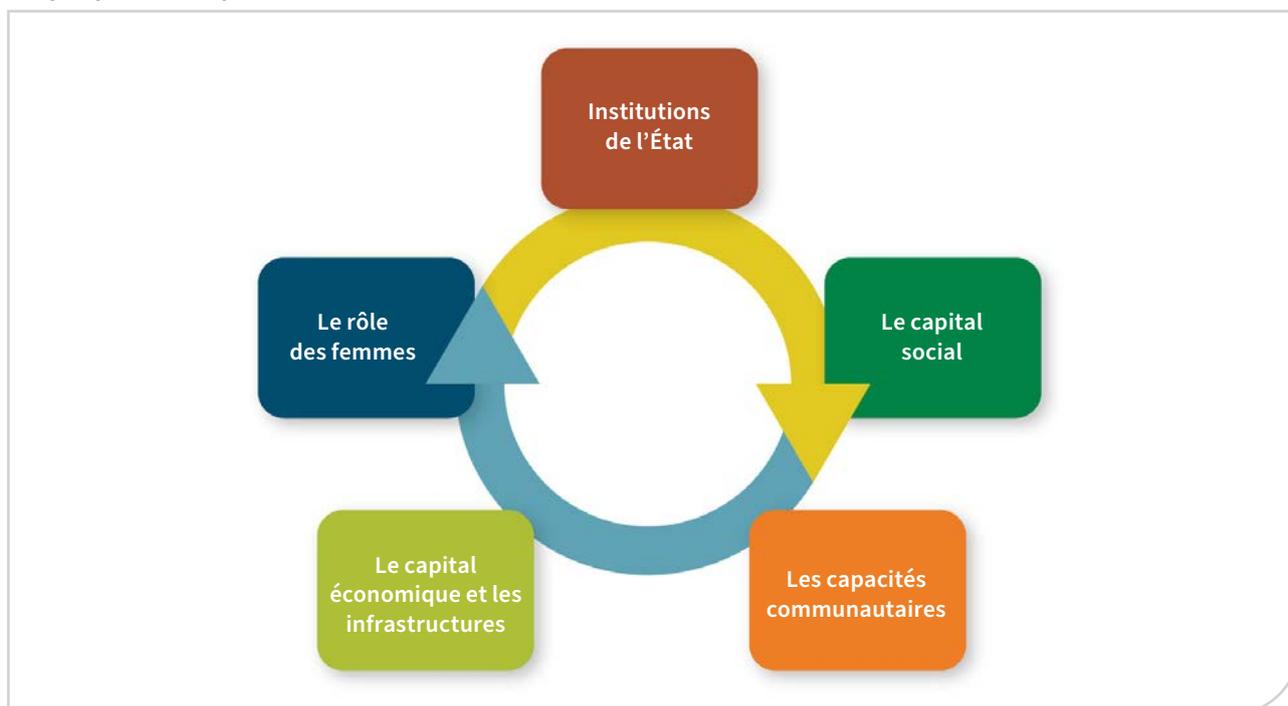
Avec le concept d'autonomisation, l'idée de renforcer la résilience des communautés peut servir de base à un cadre d'action. Les concepts d'autonomisation et de résilience ont beaucoup en commun. Le renforcement de la résilience et l'autonomisation des communautés peuvent tous deux être interprétés comme des « processus itératifs dans

lesquels les individus et/ou les communautés reconnaissent une situation insatisfaisante et conçoivent l'intention ou l'objectif de faire quelque chose pour changer cette situation<sup>8</sup> ».

La résilience d'une communauté dépend de la nature des menaces auxquelles elle est confrontée, des objectifs qu'elle poursuit et des mesures qu'elle prend<sup>9</sup>. Une approche axée sur la résilience des communautés consiste à identifier les vulnérabilités et les risques auxquels elles sont confrontées, ainsi que les facteurs qui renforcent les acteurs et les structures clés au niveau local et permettent aux communautés de prendre des mesures pour résister à ces menaces<sup>10</sup>.

Les leviers de la résilience communautaire et les facteurs liés à la vulnérabilité globale d'une communauté à la criminalité organisée ne sont pas encore suffisamment compris. La première étape a consisté à concevoir un instrument d'analyse de la résilience des communautés d'Afrique occidentale. Ceci a été fait en consultation avec l'équipe GI-TOC qui coordonne une étude sur la résilience des communautés en Afrique de l'Est.

Graphique 1 : Composantes de la résilience communautaire



Une analyse documentaire a été réalisée sur les documents existants concernant (1) la mesure de la criminalité organisée, en utilisant principalement l'Indice du crime organisé de la GI-TOC, (2) l'évaluation de la résilience des communautés et (3) l'évaluation de la résilience des communautés dans des contextes spécifiques : communautés de réfugiés, crises humanitaires, catastrophes naturelles, changement climatique et relèvement post-conflit. Cet examen nous a permis de constater que les catégories les plus courantes de la résilience communautaire dans ces contextes sont le capital social, le capital communautaire, la santé et le bien-être, le capital économique, le capital politique, les infrastructures et l'environnement naturel.

Nous avons privilégié les facteurs transférables à la question du renforcement de la résilience des communautés face à la criminalité organisée, ce qui signifiait nous concentrer de façon plus précise sur les catégories traitant de la société et de la communauté, de l'économie et de la gouvernance. Nous nous sommes également appuyés sur des recherches antérieures de la GI-TOC et sur les travaux de son programme de résilience, qui ont souligné l'importance de prendre en compte le rôle des femmes dans la résilience des communautés dans le contexte de la criminalité organisée.

Il en a résulté cinq leviers interdépendants ainsi que d'autres sous-leviers de la résilience communautaire, à savoir :

- les institutions de l'État, soutien efficace de l'État, gouvernance, sûreté et sécurité ;
- le capital social, cohésion communautaire, stabilité sociale, réseaux sociaux ;
- les capacités communautaires, gouvernance et autorité locales efficaces, gouvernance de la sécurité locale, communication ;
- le rôle des femmes, implication dans la gouvernance, l'économie, les réponses à l'économie illicite ;
- le capital économique et les infrastructures, force de l'économie locale, disponibilité des ressources, infrastructures physiques.

Les leviers sont interdépendants et ne doivent pas être considérés comme une liste de priorités. La résilience ne doit pas être considérée comme une propriété statique des individus, des communautés ou même de systèmes plus vastes. La résilience communautaire est un processus dynamique. La considérer comme la simple somme de ses parties ou un ensemble de capacités discrètes de promotion de la résilience ne rend

pas compte de la complexité de ce concept<sup>11</sup>. Ces leviers ne sont pas présentés comme des paramètres entièrement distincts, mais plutôt comme des cadres analytiques interdépendants utiles pour comprendre la résilience. La résilience est une propriété émergente — diverses capacités doivent être liées et agir ensemble pour constituer une capacité d'action communautaire<sup>12</sup>.

En tant que propriété émergente, la résilience des communautés dépend de divers facteurs qui interagissent pour favoriser ou limiter la résilience<sup>13</sup>.

S'agissant de la criminalité organisée, la résistance d'une communauté à la criminalité organisée est également fonction de sa situation actuelle par rapport aux marchés illicites locaux, de son exposition à la violence et aux conflits, et des menaces spécifiques que représentent les groupes criminels organisés.

## Méthode

### La sélection des pays

L'*Africa Organised Crime Index 2021* a été utilisé pour sélectionner trois pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernés par des niveaux moyens à élevés de criminalité et des

Graphique 2 : Carte thermique des scores de l'indice du crime organisé en Afrique de l'Ouest



niveaux contrastés de résilience face à la criminalité organisée. Le Nigeria, le Burkina Faso et la Guinée-Bissau se classent respectivement au 1<sup>er</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rang de la criminalité en Afrique de l'Ouest, et au 3<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> rang en ce qui concerne la résilience dans cette région.

## La sélection des communautés

Cinq communautés ont été sélectionnées en consultation avec des experts locaux sur la base des informations disponibles sur la criminalité organisée et les menaces d'extrémisme violent auxquelles elles sont confrontées. Cette sélection a été motivée par le souhait d'observer différentes dynamiques et différents niveaux de résilience et par l'espoir que la dynamique de la résilience communautaire varierait, ainsi que la nature et la gravité de la criminalité organisée et des conflits vécus par les différentes communautés.

Au Nigeria, l'étude sur le terrain a été menée à Jos et a pris en compte trois communautés infra-urbaines distinctes, à savoir Dadin Kowa, Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba. Ces trois zones sont densément peuplées et présentent des niveaux similaires de chômage et de pauvreté, mais ont fait montre de différents niveaux de résilience face à la violence communautaire, à l'extrémisme violent et à la criminalité.

Au Burkina Faso, un secteur a été choisi sur le site minier aurifère de Radgo, à Kaya, où une communauté dépend de l'exploitation minière artisanale et est profondément touchée par de violents conflits. Les chercheurs se sont également rapprochés de la communauté pastorale pour comprendre les impacts de l'économie illicite et des conflits armés. Cependant, les résultats ne figurent pas dans ce rapport car celle-ci était, contrairement aux autres communautés étudiées, géographiquement dispersée, ce qui ne permettait donc pas la comparaison.

En Guinée-Bissau, la recherche sur le terrain a été menée à Pitche, dans la région de Gabú, où une étude diagnostique sur l'économie illicite y avait été récemment achevée et où plusieurs parties prenantes pensaient être confrontées à une menace d'extrémisme religieux. L'équipe de recherche de terrain a travaillé en étroite collaboration avec une organisation de la société civile, ADIC-Nafaia, qui a apporté son aide aussi bien pour les consultations publiques que pour la collecte d'autres données à Pitche<sup>14</sup>.

Le renforcement des synergies entre les structures étatiques et communautaires peut favoriser une action efficace contre la criminalité organisée et l'extrémisme violent



## L'approche

Les informations et les données disponibles sur la criminalité organisée, les marchés illicites et l'extrémisme violent, ainsi que sur la réponse de l'État à ces menaces, ont été recueillies pour chaque communauté et analysées. En outre, des données locales ont été collectées à l'aide d'un long questionnaire adapté de l'instrument créé pour l'étude menée en parallèle en Afrique de l'Est. Une structure d'entretien et une liste de thèmes pour les discussions de groupe ont également été élaborées.

Dans chaque communauté, la recherche sur le terrain a commencé par des tables rondes organisées dans la langue locale et réunissant des participants locaux, notamment des dirigeants, des membres de la communauté et des représentants d'organisations locales et de groupes de parties prenantes importantes. La représentation des femmes dans le groupe a été assurée. Les discussions ont porté sur les cinq thèmes principaux liés au cadre de résilience communautaire mentionné ci-dessus, ainsi que sur les exemples de capacité d'action communautaire.

À la suite des tables rondes, et sur la base des problèmes et des questions identifiés, d'autres données ont été recueillies au moyen d'entretiens semi-structurés et de discussions en petits groupes avec des informateurs essentiels, des parties prenantes et des membres de la communauté. En outre, un long questionnaire a été administré à des personnes clés ou à certains représentants des parties prenantes. Dans la mesure du possible, le travail sur le terrain a été complété par une observation directe et d'autres consultations informelles avec des fonctionnaires locaux.

La recherche sur le terrain a eu lieu entre le 15 novembre et le 21 décembre 2021. Les résultats ont été rapportés séparément pour chaque site de recherche, puis analysés et résumés pour établir le présent rapport.

Ces études de recherche sur le terrain ont toutes été coordonnées sur une période de temps relativement limitée. Le fait de passer plus de temps avec les communautés aurait permis d'adopter des approches plus participatives et de recueillir des données longitudinales au fur et à mesure de l'évolution des défis posés par l'économie illicite et les menaces à la sécurité.

## Les résultats transversaux

Chacun des cinq leviers de résilience communautaire identifiés est examiné ci-dessous, et les principaux résultats sont présentés. L'une des manifestations de leur résilience est la capacité d'action des communautés, à savoir la capacité et la volonté des membres de la communauté d'agir collectivement. Lorsque les individus et les groupes démontrent une capacité d'action communautaire ou une capacité d'action collective, ils peuvent répondre à des intérêts importants et faire preuve de résilience, à condition que la population soit capable de reconnaître et de définir un terrain d'entente<sup>15</sup>.

L'examen des cas où les communautés ont révélé une telle capacité d'action peut montrer dans quelle mesure les leviers interdépendants se combinent pour engendrer la résilience, comme nous le verrons plus loin.

### L'absence d'une protection efficace de l'État

Une approche de la lutte contre la criminalité organisée entreprise de manière isolée, centrée sur l'État, peut reléguer au second plan les contextes locaux, priver les communautés de leurs droits et ignorer le rôle qu'elles peuvent et doivent jouer dans la lutte contre les effets néfastes de la criminalité organisée<sup>16</sup>. Le renforcement des liens entre les structures étatiques et les structures communautaires traditionnelles peut se traduire par des actions plus efficaces contre la criminalité organisée et les groupes extrémistes violents.

Une gouvernance et une autorité locales efficaces, une gestion de la sécurité et la communication sont des piliers essentiels pour le renforcement de la résilience face à la criminalité organisée

En outre, des liens étroits entre les systèmes coutumier et légal peuvent aider la population à comprendre sa vulnérabilité, l'encourager à coopérer avec les autorités et la dissuader de s'engager dans les marchés criminels<sup>17</sup>.

Les bouleversements communautaires à long terme et les dommages structurels infligés par la criminalité organisée nécessitent indéniablement une réponse de l'État. En outre, lorsque les services sont fournis par des acteurs efficaces de l'État ou des acteurs légitimes du secteur privé, les fournisseurs illégaux de biens et de services peuvent avoir moins d'attrait au sein des communautés<sup>18</sup>. Cependant, les effets omniprésents de la gouvernance criminelle, de la corruption et des institutions compromises rendent parfois une telle réponse improbable, d'où la nécessité d'une action non étatique<sup>19</sup>.

Lorsqu'une communauté est activement menacée par des groupes criminels ou djihadistes, et que la protection et le soutien des organismes publics font défaut, cela sape de manière fondamentale sa capacité à faire preuve de résilience et à prendre des mesures efficaces.

Les études sur le terrain ont souligné que l'absence relative d'institutions étatiques efficaces et de protection de la communauté par l'État étaient des éléments-clés qui déterminaient la capacité et le pouvoir de la communauté de contrer les effets néfastes de la criminalité organisée. Cela est apparu clairement notamment dans les milieux touchés par un conflit armé.

Le soutien et la protection de l'État ont été limités dans les cinq communautés étudiées. Dans de nombreux cas, sa réponse à la criminalité organisée, à la violence communautaire et à l'extrémisme violent a été compromise et inefficace.

Parfois, notamment dans les études de cas du Burkina Faso, les institutions publiques se sont presque complètement retirées des communautés, à la suite ou en prévision de conflits violents avec des groupes



*Mineurs dans la mine d'or de Radgo, Burkina Faso.*

armés. Cela a créé des vides dans la gouvernance de l'État, laissant des communautés déjà fragiles à la merci de groupes criminels ou extrémistes violents.

Dans la plupart des situations, les problèmes d'intégrité et de capacité des institutions judiciaires et de répression de la criminalité ont érodé la confiance de la population. Dans toutes les études de cas, ce levier essentiel de la résilience communautaire est faible, ce qui constitue un obstacle majeur.

Les études sur le terrain ont souligné l'importance de la collaboration entre les structures publiques et communautaires, tant sur le plan de la gouvernance (par exemple, les structures de l'autorité coutumière coopèrent avec les fonctionnaires locaux ou fournissent des informations aux forces de sécurité) que celui de la sécurité (y compris en ce qui concerne la coopération entre les forces de sécurité de l'État et les groupes d'autodéfense communautaires).

### **Le capital social**

Le capital social constitue un autre levier important de la résilience communautaire exploré dans cette étude, avec un accent particulier sur la cohésion communautaire (diversité, inclusion, exclusion, marginalisation, mobilité, tolérance-intolérance sociale), la stabilité sociale (flux de population entrants et sortants, conflits non résolus), les réseaux sociaux et la confiance ou les sentiments d'appartenance ou d'acceptation sociale. Des liens solides entre les différentes composantes de la société civile, telles que les journalistes, les militants et les organisations non gouvernementales (ONG), peuvent également contribuer à la résilience des communautés<sup>20</sup>.

Parmi les cinq études de cas, Dadin Kowa s'est distingué parce que, malgré sa diversité ethnique et diverses circonstances difficiles, sa communauté a fait preuve d'une plus grande cohésion, de relations sociales pacifiques et d'une résistance visible à la criminalité organisée. Les études sur le terrain ont souligné la manière dont l'extrémisme violent affaiblit le capital social existant, nuisant ainsi à cette source potentielle de capacité d'action communautaire et de résilience communautaire face à la criminalité organisée.

### **Les capacités communautaires**

Trois composantes des capacités communautaires sont essentielles pour renforcer la résilience face à la criminalité organisée : une gouvernance et une autorité locales efficaces, une gouvernance locale de la sécurité et la communication. Ensemble, ils déterminent le niveau d'efficacité collective ainsi que la capacité et la volonté d'une communauté à répondre de manière proactive à la criminalité organisée et à la violence. La capacité différentielle des communautés à réaliser des valeurs communes et à maintenir des contrôles sociaux<sup>21</sup> efficaces constitue une source majeure de variation dans la réponse à la violence et à la criminalité<sup>22</sup>.

La comparaison entre les cinq communautés a mis en évidence les impacts du conflit violent qui, en particulier dans l'étude sur le terrain au Burkina Faso, a eu des effets débilissants sur les capacités des communautés, sapant leur aptitude à prendre des mesures pour se protéger, survivre et éventuellement prospérer. Chacune des composantes des capacités communautaires est examinée ci-dessous, ainsi que les résultats transversaux.

### La gouvernance et l'autorité au niveau local

La capacité d'action et l'autorité des individus apparaissent souvent comme des facteurs de réussite importants et des moyens de sortir de la fragilité. Cependant, les coalitions de dirigeants locaux sous la forme de structures de gouvernance locale atténuent la vulnérabilité des individus dans les contextes marqués par une forte criminalité, rendant la gouvernance locale plus résiliente au fil du temps<sup>23</sup>. Sachant cela, il est important de soutenir la gouvernance locale par des interventions progressives qui créent des relations entre les dirigeants locaux et des coalitions<sup>24</sup>.

L'étude sur le terrain au Burkina Faso a montré que, face aux menaces importantes de la violence armée et à l'absence de protection efficace de l'État, les dirigeants locaux, y compris les autorités traditionnelles, ont parfois disparu rapidement ou ont perdu leur capacité à agir efficacement.

Dans les communautés de Jos, où l'État était présent et où la menace de violence liée à l'économie illicite était importante, les structures de gouvernance locale ont joué un rôle clé dans l'élaboration de réponses résilientes à l'économie illicite. La résilience face à la criminalité organisée dépendait largement dans quelle mesure les conseils communautaires locaux (et les réseaux de sécurité civile, lorsqu'ils existent) entretenaient de bonnes relations de travail avec l'État et bénéficiaient du soutien de la communauté.

### La gouvernance locale de la sécurité

Les chercheurs ont utilisé le concept de résilience pour décrire comment les communautés ont réagi à de multiples insécurités dans un contexte de présence étatique limitée ou inexistante<sup>25</sup>. La dynamique de la mobilisation communautaire et de la réponse aux menaces de sécurité perçues et réelles est complexe et fluide, révélant parfois des lignes de démarcation floues entre la défense communautaire, la criminalité et une relation ambivalente avec l'État.

Les femmes ont été identifiées comme ayant un rôle central dans le renforcement de la résilience des communautés face à la criminalité organisée dans un grand nombre de pays



Dans ses recherches sur le rôle des acteurs locaux dans la résilience des communautés au Nigeria, Lar a souligné l'organisation de groupes d'autodéfense comme un élément clé du rôle de plus en plus important que jouent les acteurs non étatiques pour combler les vides laissés par l'État<sup>26</sup>. Les groupes d'autodéfense peuvent inclure des représentants de l'État, des citoyens ordinaires ou des citoyens ayant une certaine forme d'appartenance politique ou de soutien de l'État ; par conséquent, la frontière entre l'État et ces groupes est souvent floue.

Ces groupes armés communautaires peuvent exacerber la fragilité et la violence, par exemple en s'attaquant aux communautés (violence, prédation ou extorsion) ou en s'alignant sur d'autres groupes armés non étatiques. Cependant, ils peuvent également être engagés pour jouer un rôle constructif au sein des communautés locales dans les États faibles, fragiles ou touchés par des conflits<sup>27</sup>.

Les études sur le terrain ont souligné l'importance cruciale de la gouvernance locale de la sécurité, en particulier dans les zones où la violence s'est intensifiée et où l'État n'est pas en mesure de protéger la population. En l'absence de protection de l'État, les groupes d'autodéfense sont la manifestation la plus courante de la résilience communautaire perçue.

Les études ont attiré l'attention sur la complexité de la mobilisation communautaire et sur la précarité de la protection communautaire offerte par les groupes d'autodéfense civils. Dans toutes les études de cas, les



*Des femmes remplissant des récipients avec l'eau du lac pour irriguer les cultures, Koupela, Burkina Faso.*

communautés ont majoritairement jugé positif le rôle de ces groupes dans la réduction de l'insécurité et des menaces criminelles ; elles les perçoivent comme un élément clé de la résilience communautaire.

La GI-TOC et les définitions prédominantes de la résilience communautaire, notamment, consacrent l'importance de la non-violence dans ces approches. Cela met en lumière une disjonction essentielle entre les perceptions communautaires et externes de la résilience, et indique qu'une meilleure compréhension et une meilleure coopération avec les groupes d'autodéfense constituent un thème clé pour une programmation et une étude ultérieures.

Le rôle de ces groupes, même s'il est initialement perçu comme une expression de la résilience de la communauté, peut également se transformer en une vulnérabilité ou un handicap pour celle-ci. La tendance avérée de nombreux groupes de défense à « mal tourner et à devenir des menaces pour les communautés qu'ils étaient censés protéger<sup>28</sup> » suscite des inquiétudes quant au rôle central qu'ils jouent dans la réponse communautaire à l'insécurité.

### **La communication, l'information et les médias**

La communication et l'information ont été identifiées dans une série de contextes comme « un élément central de la plupart, sinon de tous les modèles de résilience communautaire<sup>29</sup> ». Les espaces de communication régulière et inclusive ont été identifiés comme un élément indispensable des capacités communautaires.

Nous avons tous un rôle à jouer. Par exemple, la radio communautaire peut favoriser un dialogue social pacifique et renforcer la confiance ainsi que la résilience entre et parmi les différentes communautés<sup>30</sup>.

La contribution des médias locaux au renforcement de la résilience des communautés dépend de leur force et de leur liberté relatives, du niveau d'accès de la communauté et de ses dirigeants aux médias et, enfin, du niveau de confiance que la communauté accorde à ces médias. Les radios communautaires ont été particulièrement mises en avant à Pitche, Gabú, où elles ont constitué une source d'information essentielle et fait office de plateforme de dénonciation de la corruption et des activités illicites.

En revanche, l'importance des médias sociaux, notamment WhatsApp, a été soulignée dans les études sur le terrain au Burkina Faso, où ils ont joué un rôle central dans la capacité des communautés à se mobiliser contre les menaces.

### **Le rôle des femmes**

Les femmes ont été identifiées comme ayant un rôle central dans le renforcement de la résilience des communautés face à la criminalité organisée dans toute une série de pays, notamment en Afrique de l'Est, en

*Villageois  
marchant dans  
une rue d'une ville  
dans le nord de la  
Guinée-Bissau.*



Amérique latine et aux Philippines. Les femmes, qui font bouger les choses, peuvent interrompre les cycles de violence durables et récupérer des espaces physiques à la gouvernance criminelle<sup>31</sup>.

Selon les études sur le terrain, la participation des femmes aux structures de gouvernance locale et à la prise de décision varie. Elle semble avoir une certaine corrélation avec la capacité des communautés à se mobiliser dans leur ensemble. Par exemple, dans le cadre des études menées au Nigeria, l'implication des femmes dans les structures de direction et de gouvernance à Dadin Kowa, qui semblait dans l'ensemble présenter des niveaux plus élevés de résilience communautaire, dépassait de loin celle des deux autres communautés.

En revanche, à Nasarawa Gwong et Agwan Rukuba, les femmes se sont plaintes d'être exclues du processus décisionnel – un élément de marginalisation et de fracture sociale qui semble affaiblir la résilience de la communauté.

Donner aux organisations de femmes les moyens de négocier et de nouer des partenariats avec le gouvernement et les autorités locales est essentiel pour des initiatives durables de renforcement de la résilience<sup>32</sup>. Ne pas prendre en compte les considérations de genre dans les programmes de résilience communautaire peut exposer les femmes à des risques et des vulnérabilités plus importants et perpétuer ou exacerber les inégalités<sup>33</sup>.

### **Le capital économique et les infrastructures**

Le capital économique tend probablement à être un facilitateur plutôt qu'un levier de résilience communautaire. La situation de l'emploi local, la possibilité pour les jeunes d'avoir un emploi rémunéré au lieu de devoir quitter la communauté ou de se tourner vers des sources de revenus illicites, l'accès de la communauté à la terre ou aux ressources naturelles et la relation entre l'économie locale et les marchés illicites locaux sont également des facteurs importants.

Les infrastructures de base et de télécommunication peuvent également favoriser la résilience au niveau communautaire (par exemple, l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux transports, à des lieux sûrs pour les jeunes et à des espaces sûrs où les groupes communautaires peuvent se réunir sans être intimidés). À leur tour, l'instabilité, la violence et les conflits perturbent l'économie locale et, de ce fait, nuisent à la résilience de la communauté.

Les communautés urbaines de Jos ont souligné que les infrastructures de base – en particulier les réseaux routiers – étaient des facteurs importants, déterminant la capacité de l'État à répondre à la violence criminelle et, par conséquent, à protéger les communautés. L'ensemble des études sur le terrain montrent que les faiblesses des infrastructures ont souvent alimenté un sentiment d'abandon de l'État, érodant sa légitimité.



*Des centaines de femmes défilent dans les rues pour protester contre le meurtre de femmes et d'enfants et la destruction de biens à Jos, dans l'État du Plateau, au centre du Nigeria, le 31 janvier 2011.*

Les cinq communautés survivent grâce à une économie fragile et largement informelle où, à des degrés divers, les marchés illicites jouent un rôle important. À Pitche et dans la mine d'or de Radgo, l'économie illicite était centrale pour la subsistance locale. Dans ce cas, elle constitue un élément de la résilience économique, d'où la nécessité de la prendre en compte dans toute intervention visant à lutter contre les marchés illicites.

Lorsque le rôle des marchés illicites dans le renforcement de la résilience économique des communautés est ignoré dans la conception des réponses, celles-ci peuvent être contre-productives. Dans les zones où des groupes extrémistes violents sont présents, ces interventions sont particulièrement dangereuses car elles peuvent favoriser le recrutement dans les groupes armés.

Dans la mine d'or de Radgo, les mineurs ont cité des mesures qui avaient été prises par les agents de l'État pour expulser les mineurs artisanaux ou des accords de licence frauduleux comme étant au cœur de l'érosion de la légitimité de l'État. Dans la province du Soum, dans la région du Sahel, au nord de la mine d'or de Radgo, les effets contre-productifs de la répression des orpailleurs sont évidents.

Les communautés semblent s'être rapprochées des djihadistes à la suite d'opérations antiterroristes menées début 2019, au cours desquelles du matériel d'extraction ainsi que de l'or ont été saisis par les forces de sécurité de l'État.

De même, dans la région Est, le gouverneur a ordonné la fermeture des sites miniers artisanaux en 2018, officiellement pour couper les sources de financement des groupes terroristes. Les mineurs se sont tournés vers les djihadistes, qui ont rouvert certaines mines, comme celle de Kabonga.

Dans certains contextes, l'accès aux ressources interdites par l'État fait partie des stratégies de recrutement des groupes armés. Par exemple, dans l'est du Burkina, les prêches des prédicateurs djihadistes ont ciblé différentes communautés, notamment celles privées d'accès aux gisements d'or<sup>34</sup>.

### **Des exemples de capacité d'action et d'efficacité communautaires**

La capacité d'action communautaire, ou la capacité et la volonté des membres de la communauté d'agir collectivement, est essentielle à la résilience communautaire. Lorsque les individus et les groupes font montre d'une capacité d'action communautaire ou d'une capacité d'action collective, ils peuvent répondre à des intérêts importants et faire preuve de résilience, à condition que la population puisse reconnaître et définir un terrain d'entente<sup>35</sup>.

L'organisation de groupes d'autodéfense est souvent au centre des activités de renforcement de la résilience



Les communautés résilientes possèdent une capacité d'action et sont animées par le désir d'opérer des changements positifs grâce à leur action collective<sup>36</sup>. Au fil du temps, elles s'engagent socialement, économiquement et politiquement et utilisent, entre autres, leurs ressources économiques.

La capacité d'action et l'autorité individuelles sont des facteurs de réussite importants. La résilience réelle d'une communauté est fonction de la capacité des individus à accéder aux ressources sociales et au pouvoir local pour influencer les réponses à diverses menaces ou événements indésirables<sup>37</sup>. Elle peut être complétée par une gouvernance qui favorise la stabilité, au niveau local ou national, grâce à des interventions progressives qui renforcent les réseaux sociaux et créent des relations et des coalitions entre les acteurs locaux.

La GI-TOC utilise un cadre multidimensionnel et une méthode systémique pour analyser les capacités des communautés résilientes



La capacité d'action communautaire a pris différentes formes et s'est manifestée à divers degrés dans les cinq communautés étudiées, comme nous l'expliquons plus en détail dans ce rapport. L'organisation de groupes d'autodéfense est souvent au centre des activités de renforcement de la résilience. Au Burkina Faso, les deux communautés ont été largement abandonnées par l'État, sans direction locale efficace, et confrontées à une menace immédiate de violence extrémiste. De ce fait, elles n'avaient que peu de capacité d'action et ne menaient qu'une action collective limitée face à la criminalité organisée et à l'extrémisme violent.

Dans la région de Gabú, la faiblesse des services de répression et de justice ainsi que le manque généralisé de crédibilité des institutions étatiques et des autorités locales n'ont pas provoqué de réaction de la part de la communauté, car les dirigeants locaux n'en percevaient pas la nécessité. On peut observer des signes de capacité communautaire et de capacité d'action communautaire en ce qui concerne les questions jugées importantes par la communauté.

Ainsi, au second semestre 2021, à Gabú, à 30 km de Pitche, des dizaines de membres de la communauté ont organisé une manifestation contre une condamnation du tribunal régional relative à une affaire de vol de motos impliquant des civils et des policiers<sup>38</sup>. La sentence prononcée à l'encontre des policiers a été perçue comme trop clémentine. En outre, une organisation de la société civile a fait appel de la sentence.

Cet exemple montre que la communauté est clairement capable de s'organiser et de se mobiliser, mais qu'elle ne l'a pas fait en ce qui concerne les marchés illicites, car ils n'étaient pas perçus comme des menaces extérieures, la contrebande faisant partie des piliers économiques de la communauté.

En nous concentrant sur la réponse civique à la criminalité organisée, nous nous intéressons à ce qui façonne la capacité et la volonté des communautés résilientes à prendre des mesures concrètes pour atténuer les effets néfastes des réseaux illicites et de la criminalité organisée. Dans certains cas, on peut observer des réponses civiques extraordinaires aux effets de la criminalité organisée au niveau communautaire<sup>39</sup>.

Dans les communautés étudiées, chacune a dû bâtir sa propre résilience sans grande aide extérieure. Des niveaux variables de capacité d'action communautaire ont été observés, mais il a été difficile de déterminer comment cela s'est traduit par différents niveaux de résilience communautaire.

## La résilience aux marchés illicites : études de cas

Plusieurs aspects de la résilience communautaire méritent l'attention<sup>40</sup>, notamment la résilience en tant qu'attribut interne d'une communauté, en tant que caractéristique dynamique et persistante de la communauté (continuité) et en tant que capacité d'adaptation pour faire face à l'adversité et contrer différentes menaces.

La GI-TOC utilise un cadre multidimensionnel et une méthode systémique pour analyser les capacités des communautés résilientes, en tenant compte de leurs forces et vulnérabilités, de leur environnement et de la nature des menaces criminelles auxquelles elles sont confrontées<sup>41</sup>.

La relation entre une communauté et les marchés illicites locaux peut être très complexe. Les gens agissent souvent par nécessité, contribuant à soutenir le commerce illicite local d'une part, tout en s'y opposant ou en ayant peur de ses acteurs, d'autre part<sup>42</sup>. La relation varie entre les différents éléments de la communauté et entre les différents types de marchés illicites.

Certains marchés, notamment l'exploitation artisanale de l'or, sont susceptibles de jouir d'une bien plus grande légitimité que d'autres, comme les enlèvements contre rançon<sup>43</sup>. Parfois, la frontière entre le licite et l'illicite a été « brouillée par des décennies de corruption, d'inégalité et d'injustice systémiques<sup>44</sup> ».

La vulnérabilité à la criminalité organisée et à la violence est la plus extrême dans les communautés victimes d'une catastrophe ou d'un conflit. La présence de la criminalité organisée dans les États fragiles et touchés par des conflits est une manifestation du désordre social, de l'opportunisme économique, des déficiences de la gouvernance et des hostilités historiques<sup>45</sup>. Il est donc particulièrement important de comprendre comment la résilience communautaire peut se manifester dans de tels contextes.

Les sections suivantes explorent les menaces de sécurité auxquelles sont confrontées les communautés, ainsi que les économies illicites les plus importantes dans chaque région, et décrivent d'autres éléments de l'environnement de la communauté étudiée. Pour chaque communauté, cela constitue la base d'une exploration des leviers interdépendants de la résilience communautaire, conformément à la structure tripartite décrite ci-dessus, dans chaque contexte spécifique.

### Le Nigeria : Jos

Jos constitue un cas intéressant pour l'examen de la résilience et la fragilité des communautés. Au niveau des quartiers, en réponse à l'insécurité croissante, les communautés de Jos ont fait preuve de différents niveaux de résilience face à la triple menace de l'extrémisme violent, de la violence communautaire et de la criminalité. Au fil des ans, certaines d'entre elles ont élaboré des mécanismes et des cadres distincts pour répondre à l'insécurité, tandis que d'autres ont été moins réactives. Cela soulève la question de savoir pourquoi certaines communautés ont fait preuve de plus de résilience que d'autres.

L'étude sur le terrain s'est concentrée sur les facteurs qui déterminent les différents niveaux de résilience et

Graphique 3 : Jos, Nigeria



*Vue aérienne de la ville de Jos, dans l'État du Plateau, au Nigeria.*

*Un garage automobile détruit lors des violences électorales de 2008 à Jos.*



de fragilité dans trois communautés de Jos, à savoir Dadin Kowa, Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba. Chacune de ces communautés a une population estimée entre 25 000 et 30 000 habitants et est confrontée à des défis économiques et infrastructurels similaires. Bien que semblables à de nombreux égards, les trois communautés ont fait montre de divers degrés de capacité et de résilience pour répondre aux menaces communes de violence communautaire, d'extrémisme et de criminalité.

### **L'insécurité et la menace de l'économie illicite**

Depuis 2001, la ville de Jos, au centre du Nigeria, connaît des incidents de violence communautaire, des attaques extrémistes et une forte augmentation de la criminalité. Bien que le nombre de victimes n'ait pas été officiellement établi, les affrontements meurtriers entre les groupes armés des communautés chrétienne et musulmane ont fait plus de 7 000 morts et ont provoqué le déplacement de plus de 200 000 personnes<sup>46</sup>.

Le groupe extrémiste Boko Haram a ciblé Jos dans une série d'attentats à la bombe entre 2010 et 2015, au plus fort des troubles. Cette situation a aggravé l'insécurité et exacerbé les tensions interreligieuses, les attaques de Boko Haram suscitant à plusieurs reprises des représailles de la part de jeunes chrétiens contre des musulmans<sup>47</sup>.

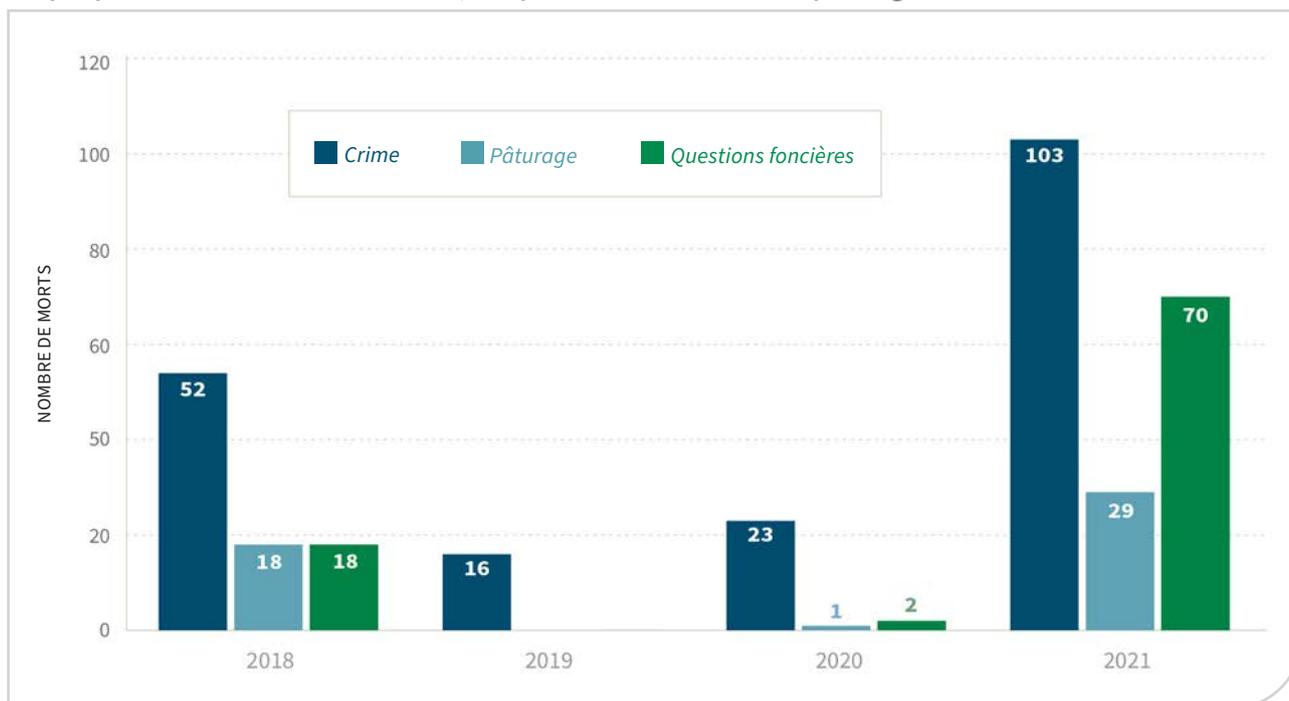
La nécessité pour les habitants de se défendre a alimenté la demande d'armes légères et de petit calibre

Au cours des cinq dernières années, les niveaux de criminalité ont augmenté à Jos, avec une recrudescence particulière de la violence liée aux activités criminelles depuis 2021<sup>48</sup>. Les réponses des forces de sécurité de l'État ont été entravées par un manque d'équipement et de formation, ainsi que par une corruption endémique parmi les éléments de ces forces. Les habitants de Jos signalent une augmentation importante des activités des réseaux de trafic de drogue et d'armes, ainsi que celles des gangs de rue.

L'insécurité croissante et l'incapacité des forces de sécurité de l'État à maintenir l'ordre ont créé un vide sécuritaire qui a contraint les citoyens à « s'aider soi-même ». La nécessité pour les habitants de se défendre a alimenté la demande d'armes légères et de petit calibre, qui a été satisfaite par les réseaux de trafic d'armes et la fabrication artisanale illicite d'armes. La prolifération des armes légères et de petit calibre a à son tour augmenté l'ampleur et la fréquence des crimes violents, renforçant encore la peur et l'insécurité.

Dans le contexte de vide sécuritaire créé par la faiblesse des forces de sécurité, les gangs criminels ont prospéré en toute impunité. Dans les communautés majoritairement musulmanes de Jos, les gangs de rue dits « Sara-Suka » se livrent à des vols, y compris à main armée, des cambriolages, des viols et, depuis peu, au

Graphique 4 : Décès liés à la criminalité, aux problèmes fonciers et au pâturage à Jos Nord



Source : Données de Nigeria Watch

trafic de drogue. Connus pour utiliser des couteaux, des épées et des machettes afin d’infliger des blessures mortelles à leurs victimes, les gangs Sara-Suka constituent une menace majeure pour la sécurité des habitants des régions à dominante musulmane de Nasarawa Gwong.

Dans les quartiers majoritairement chrétiens, les groupes sectaires opèrent avec audace. Autrefois limités aux campus universitaires et des collèges, des groupes comme Vikings, Black Axe, Aye et Buccaneers ont commencé à descendre dans la rue à partir de 2010 et à intégrer davantage de membres non universitaires. Ces tendances se sont accélérées à partir de 2017, façonnant la dynamique actuelle des groupes sectaires. Comme les Sara-Suka, ils s’adonnent au vol, y compris à main armée, au cambriolage et au trafic de drogue. L’une des principales différences entre les deux types de groupes est que si les Sara-Suka utilisent couramment des couteaux et des machettes, les groupes sectaires ont tendance à davantage employer des armes à feu pour perpétrer des violences<sup>49</sup>.

### La situation à Dadin Kowa

Dadin Kowa est une communauté mixte sur les plans ethnique et religieux, située à Jos Sud. Sa composition diversifiée a été constituée au fil des ans par des vagues successives de migration en provenance d’autres régions du Nigeria. Il n’existe pas de chiffres officiels de recensement, mais la population est estimée à environ 25 000 habitants<sup>50</sup>.

La communauté dispose d’un marché de rue animé, composé de boutiques, d’étals et de tables de légumes, de céréales, d’épices et de viande, ainsi que de magasins d’alimentation et d’appareils électriques et des pharmacies. On y trouve aussi des vendeurs de nourriture, des cordonniers et des colporteurs de tabac, de sucreries et divers autres articles. Le marché de rue est le principal socle économique de la communauté, la plupart des habitants y pratiquant une quelconque forme de commerce ou y faisant ses achats.

Depuis le début des violences communautaires à grande échelle à Jos en 2001, les relations entre chrétiens et musulmans à Dadin Kowa sont tendues. Cependant, la communauté a réussi à rester non-violente même lorsque les communautés voisines ont sombré dans des troubles violents. Les habitants de Dadin Kowa évoquent fièrement l’image pacifique de leur communauté. Un habitant raconte : « Nous sommes fiers d’être un exemple de vie pacifique pour les autres communautés<sup>51</sup> ». La paix, élément central de l’identité

*Photo de rue à Nasarawa Gwong, notoirement connu pour ses gangs de rue.*



communautaire, est une caractéristique partagée par les communautés qui ont fait preuve d'une grande résilience face aux conflits et à la criminalité<sup>52</sup>.

Bien que généralement paisibles, les habitants de Dadin Kowa ont expliqué que la communauté n'est pas entièrement exempte de crimes. Les principaux groupes criminels de Dadin Kowa se livrent au trafic de drogue et aux vols à main armée. Les réseaux de trafic de drogue sont mouvants, horizontaux et sans coordination centrale. La plupart des négoce de drogue sont détenus et gérés par un individu ou des groupes de deux ou trois dealers travaillant ensemble. Le réseau de trafic de drogue le plus important est dirigé par un homme d'une trentaine d'années assisté d'environ six personnes, dont trois de ses proches et trois amis.

Les réseaux de vol à main armée de Dadin Kowa sont mouvants, décentralisés et fonctionnent par petits groupes de deux à quatre individus. Ils s'adonnent principalement au vol à l'arraché des téléphones portables des habitants sous la menace d'une arme et se livrent parfois à des vols et à des cambriolages. Par rapport à d'autres communautés, l'ampleur et le niveau de la criminalité sont moins élevés à Dadin Kowa. Un justicier a indiqué que, parfois, la communauté n'enregistre pas un seul cas de vol à main armée ou de cambriolage pendant tout un mois.

### **La situation à Nasarawa Gwong**

Nasarawa Gwong est également une communauté mixte sur les plans ethnique et religieux. Situé à deux kilomètres au nord du centre-ville, c'est un grand quartier qui compte entre 25 000 et 30 000 habitants.

Nasarawa Gwong était à l'origine une colonie d'un petit groupe de migrants Yoruba du sud-ouest du Nigeria qui ont construit leurs maisons à côté des groupes d' Afizere et d'Anaguta pendant le boom des mines d'étain, des années 1920 aux années 1940. Outre le travail dans les mines, ils commerçaient avec les Haoussas qui habitaient les quartiers voisins comme Gangare et Dilimi.

Avec le déclin des activités minières à la fin du régime colonial, des déplacements au sein de la ville et des vagues migratoires en provenance d'autres parties de l'État du Plateau ont sensiblement modifié la démographie de Nasarawa Gwong et d'autres quartiers. Les Berom, les Afizere, les Anaguta, les Amo, les Igbo, les Hausa et d'autres groupes du Plateau, dont les Ngas, les Mwangavul, les Taroh, les Goemai et bien d'autres, sont venus faire du commerce dans les nouveaux marchés de rue qui caractérisent aujourd'hui encore le quartier<sup>53</sup>.

Malgré les efforts des groupes d'autodéfense locaux, décrits plus loin, Nasarawa Gwong reste une communauté où la criminalité est élevée. Les marchés illicites les plus répandus sont les trafics de drogue et d'armes. Les réseaux de trafic de drogue à Nasarawa Gwong sont plus importants et plus sophistiqués que

ceux de Dadin Kowa. Les membres de la communauté ont exprimé leur détestation pour ces activités, tout en exprimant leur sentiment d'impuissance.

S'agissant plus précisément du commerce de la drogue, les habitants ont fait part de leur inquiétude face à l'augmentation de la consommation de drogue, tout en reconnaissant que les bénéfices de ce marché sont utilisés pour « payer les frais de scolarité des membres de la famille [du réseau] et aider à résoudre les problèmes des voisins et des autres membres de la communauté<sup>54</sup> ». Les réseaux de drogue sont généralement constitués d'une « tête de réseau » et de cinq à dix distributeurs.

Le principal marché de la drogue à Nasarawa Gwong se situe à Congo-Russia, un bidonville densément peuplé situé à la limite sud de la communauté, à prédominance musulmane, et où les gangs Sara-Suka sont très présents. À son apogée, il y a plusieurs années, le marché attirait entre 500 et 1 000 clients par jour et jusqu'à 200 personnes vendaient, achetaient et consommaient ouvertement de la drogue à tout moment<sup>55</sup>. La concurrence entre les réseaux, en particulier lorsqu'un nouvel acteur cherche à s'établir, a été identifiée comme une source majeure de violence.

En plus des réseaux de trafic de drogue, Nasarawa Gwong est connu pour ses gangs de rue

En plus des réseaux de trafic de drogue, Nasarawa Gwong est connu pour ses gangs de rue, dont les principaux, les Sara-Suka, sont constitués de jeunes hommes âgés de 13 à 30 ans. Ils se livrent fréquemment à des vols à main armée, au vol à l'arraché des téléphones mobiles, au vol d'ordinateurs portables et d'autres biens. Ils se bagarrent entre eux et se livrent également à des guerres de territoire.

À l'origine, ces gangs de rue ne se livraient qu'à des vols à main armée, mais, depuis deux ans, ils sont impliqués dans le trafic de drogue. Cela les a amenés à entrer en rivalité et en conflit direct avec des réseaux de trafic de drogue établis de longue date.

Dans les quartiers majoritairement chrétiens de Nasarawa Gwong, les groupes sectaires opèrent aux côtés des réseaux de trafic de drogue sans qu'aucun affrontement entre eux ne soit signalé. En revanche, les frontières qui les séparent sont floues.

### La situation à Angwan Rukuba

Angwan Rukuba est une communauté chrétienne ségréguée située à un kilomètre au nord du centre-ville de Jos. Elle compte environ 20 millions d'habitants. Au cours des deux dernières décennies, Angwan Rukuba a été le théâtre de violences communautaires et un haut lieu du trafic de drogue, du vol à main armée et d'autres formes de criminalité. Ces activités criminelles ne jouissent d'aucune légitimité au sein de la communauté, et la consommation croissante de drogues est perçue comme un préjudice majeur.

Les résidents ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'augmentation de la consommation de drogues :

« La drogue a toujours été vendue ici, mais le problème est devenu alarmant ces dernières années. Les jeunes hommes qui vendent la drogue sont très audacieux et n'ont peur de personne. Ils vendent leur drogue au grand jour et personne ne bronche parce qu'ils ont des armes dangereuses<sup>56</sup>. »

Dans les recoins de la communauté, où les bâtiments délabrés sont entrecoupés de sentiers étroits, un marché de la drogue prospère avec des jeunes hommes de 13 à 30 ans qui vendent ouvertement des drogues, notamment du cannabis, du tramadol et de l'héroïne. Pour décrire la prévalence du commerce de la drogue, un responsable de la jeunesse a indiqué qu'au moins un jeune homme sur cinq dans la communauté est soit un dealer, soit un consommateur, soit les deux<sup>57</sup>.

Les habitants ont souligné le haut degré de gouvernance dans le commerce de la drogue, qui comprend quelques grands réseaux, avec des chefs clairement définis, appelés « Bardes ». L'un d'entre eux était connu

pour poster des éléments du réseau dans toute la communauté, leur demandant de signaler toute personne suspecte à l'aide de téléphones portables prévus à cet effet<sup>58</sup>.

Un dirigeant communautaire a noté le contrôle territorial croissant de certains réseaux :

« Il y a des jungles qui sont contrôlées par des groupes criminels. Ce sont des “zones interdites” pour les membres ordinaires de la communauté. Même les forces de sécurité de l'État et les groupes d'autodéfense doivent vraiment se préparer avant de les prendre d'assaut. Les criminels y sont bien armés et prêts à utiliser ces armes pour sécuriser leur territoire contre tout acteur extérieur ».

Le chef de la communauté a également souligné que ces « jungles » constituent des risques particuliers pour les femmes et que le pouvoir des réseaux criminels sur les espaces en expansion dans la ville « limite les déplacements des habitants dans la communauté ». Il a en outre identifié les affrontements entre les réseaux de trafic de drogue comme une source essentielle de violence<sup>59</sup>.

La communauté d'Angwan Rukuba est déchirée par des violences communautaires depuis 2001 et, en 2010, elle a été le théâtre d'attentats à la bombe commis par des extrémistes violents. Lors des épisodes de violence, des foules armées de la communauté et des zones voisines ont installé un barrage routier pour arrêter et agresser les automobilistes et les passants non chrétiens. La violence liée à l'extrémisme violent a considérablement diminué et n'a plus été identifiée comme une menace majeure par les habitants.

La mise en place de barrages routiers, le harcèlement et le meurtre d'automobilistes en période de troubles sont une pratique courante dans les quartiers chrétiens et musulmans de la ville. Dans le cas d'Angwan Rukuba, des voyageurs venant de l'extérieur de la ville et empruntant la rocade très fréquentée qui traverse la communauté ont été tués ou mutilés lors d'attaques.

### Les leviers de la résilience communautaire

Les trois communautés de la ville nigériane assiégée de Jos ont fait preuve de différents degrés de résilience et de fragilité face à la violence communautaire, à l'extrémisme et à la criminalité. La résilience de la communauté de Dadin Kowa se distingue des autres. Elle montre comment les configurations et les modèles d'interactions entre les différents réseaux civils communautaires peuvent contribuer à la résilience communautaire.

Chacun des éléments identifiés de la résilience communautaire est exploré ci-dessous, et les résultats sont comparés entre les communautés.

#### L'efficacité du soutien et de la protection de l'État

À Jos, les réponses de l'État aux menaces à la sécurité se répartissent en quatre grandes catégories : (1) le déploiement de forces armées pour endiguer la violence, rétablir l'ordre et appréhender les criminels et les auteurs de troubles ; (2) la création de commissions d'enquête chargées d'étudier les causes profondes et les conséquences de la violence communautaire et de recommander des solutions ; (3) des initiatives de police communautaire et la création de groupes d'autodéfense civils ; (4) des programmes de consolidation de la paix, notamment des exercices de « diplomatie de la navette », de médiation et de réconciliation.

Ces réponses à la violence communautaire suivent un schéma devenu familier aux habitants de Jos. Lorsque des troubles éclatent, la première étape consiste généralement à déployer les forces de police et le corps de sécurité et de défense civile du Nigeria. Lorsque la situation les dépasse, comme c'est souvent le cas, l'armée est envoyée pour maîtriser la situation. Un couvre-feu est imposé parallèlement aux actions militaires.

Au cours des deux dernières décennies, le gouvernement de l'État du Plateau a constitué diverses commissions d'enquête pour étudier les causes profondes des conflits violents et proposer des mesures pour y remédier. Ces commissions d'enquête ont produit des rapports et des livres blancs exposant les causes et



*Cadre d'une moto calcinée dans une maison incendiée par des bergers Fulani dans le village de Ganaropp, dans la région de Barikin Ladi, près de Jos, le 27 juin 2018.*

les conséquences du conflit ainsi que les solutions. Cependant, la volonté politique de mettre en œuvre ces recommandations fait défaut.

Le gouvernement s'est plutôt attaché à faciliter les exercices de médiation et de réconciliation qui favorisent momentanément la coexistence pacifique, mais ne s'attaquent pas aux causes profondes des troubles. En conséquence, depuis 2001, les violences communautaires sont récurrentes, avec des périodes de calme entrecoupées d'épisodes d'agitation.

Si les incidents de violence communautaire ne sont plus aussi fréquents qu'il y a dix ans et que les attentats extrémistes à la bombe ont complètement cessé, les niveaux de criminalité sont restés élevés et, surtout depuis 2021, repartent à la hausse. L'augmentation des activités criminelles et de la violence qui y est associée constitue désormais un défi urgent à relever pour la sécurité à Jos.

Les forces de l'État ont effectué des descentes et des arrestations qui ont donné lieu à des poursuites et à des peines de prison, mais il est clair qu'une stratégie plus globale est nécessaire si l'on veut lutter efficacement contre la criminalité et prévenir les perturbations qu'elle peut créer dans la sécurité et dans la paix fragile à Jos.

Un certain niveau de collaboration entre les autorités de l'État et les conseils locaux existait dans toutes les communautés. Cependant, ces relations étaient nettement plus solides à Dadin Kowa. Là, malgré le manque général de confiance dans le gouvernement exprimé par les habitants, les efforts déployés par la police pour maîtriser la criminalité ont été loués.

Par exemple, un jeune leader a félicité la police pour avoir répondu aux appels de détresse en temps opportun :

« Je dois dire que la police fait vraiment de son mieux dans cette communauté. Elle répond toujours très rapidement lorsque nous l'appelons. Lorsqu'il y a un problème ou une urgence, la police arrive toujours à temps. L'officier de police divisionnaire ici est très actif et engagé et nous sommes très heureux de l'avoir à notre tête<sup>60</sup> ».

Certains des dirigeants locaux consultés ont indiqué que la police a été très utile dans la communauté :

« Nous avons la chance d'avoir ici un officier de police divisionnaire très engagé et actif. Il a travaillé en étroite collaboration avec les dirigeants de la communauté, les jeunes et les justiciers pour améliorer la sécurité de la communauté<sup>61</sup> ».

Dans toutes les communautés, les habitants ont souligné l'importance de la collaboration entre les structures de l'État et de la communauté, en mettant en avant les initiatives particulièrement efficaces fondées sur cette coopération, notamment celles qui comblent les fossés entre les ethnies.

Par exemple, au plus fort des affrontements violents à Jos, un dispositif de sécurité communautaire a été mis en place : les chrétiens étaient chargés de protéger les musulmans pendant les prières de Juma'at, et les musulmans assuraient à leur tour la sécurité des chrétiens pendant les services religieux du dimanche, le tout en partenariat avec la police locale. Onyeozili et ses collègues ont rapporté lors de leur recherche sur la police de proximité au Nigeria que « ce modèle de sécurité innovant de police de proximité s'est révélé extrêmement utile pour faire face aux problèmes de sécurité dans l'État du Plateau<sup>62</sup> ».

## Le capital social

Dadin Kowa a affiché des niveaux de capital social relativement élevés par rapport à Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba. À Nasarawa Gwong, par comparaison, les conflits locaux et les rivalités entre les chefs communautaires ont miné le capital social, érodé la résilience et engendré la fragilité.

Comme détaillé ci-dessus, la cohésion sociale, et en particulier les différences religieuses et ethniques, était un facteur clé dans l'évaluation du capital social. A Jos, les identités ethniques – et leur reflet dans les identités religieuses – ont été une composante centrale du conflit depuis son apparition au début des années 2000.

Dans une étude précédente explorant les dynamiques communautaires à Jos, Madueke a observé comment les zones résidentielles de Jos se sont transformées en espaces de différenciation ethnique et de violence<sup>63</sup>.

L'augmentation des activités criminelles et de la violence constitue désormais un défi urgent à relever pour la sécurité à Jos



Dans le feu des violents affrontements qui ont secoué la ville par intermittence entre 2001 et 2015, de nombreux quartiers de différentes zones de la ville se sont ségrégués et sont devenu homogènes sur le plan de la religion. Angwan Rukuba est un de ces quartiers où les communautés chrétiennes et musulmanes y sont géographiquement distinctes. Si ces quartiers ségrégués ont fait preuve d'un haut niveau d'efficacité collective lorsqu'il s'agissait de mobiliser des combattants pour se défendre contre des communautés rivales, ils n'ont pas démontré le même niveau d'efficacité dans la lutte contre la criminalité<sup>64</sup>.

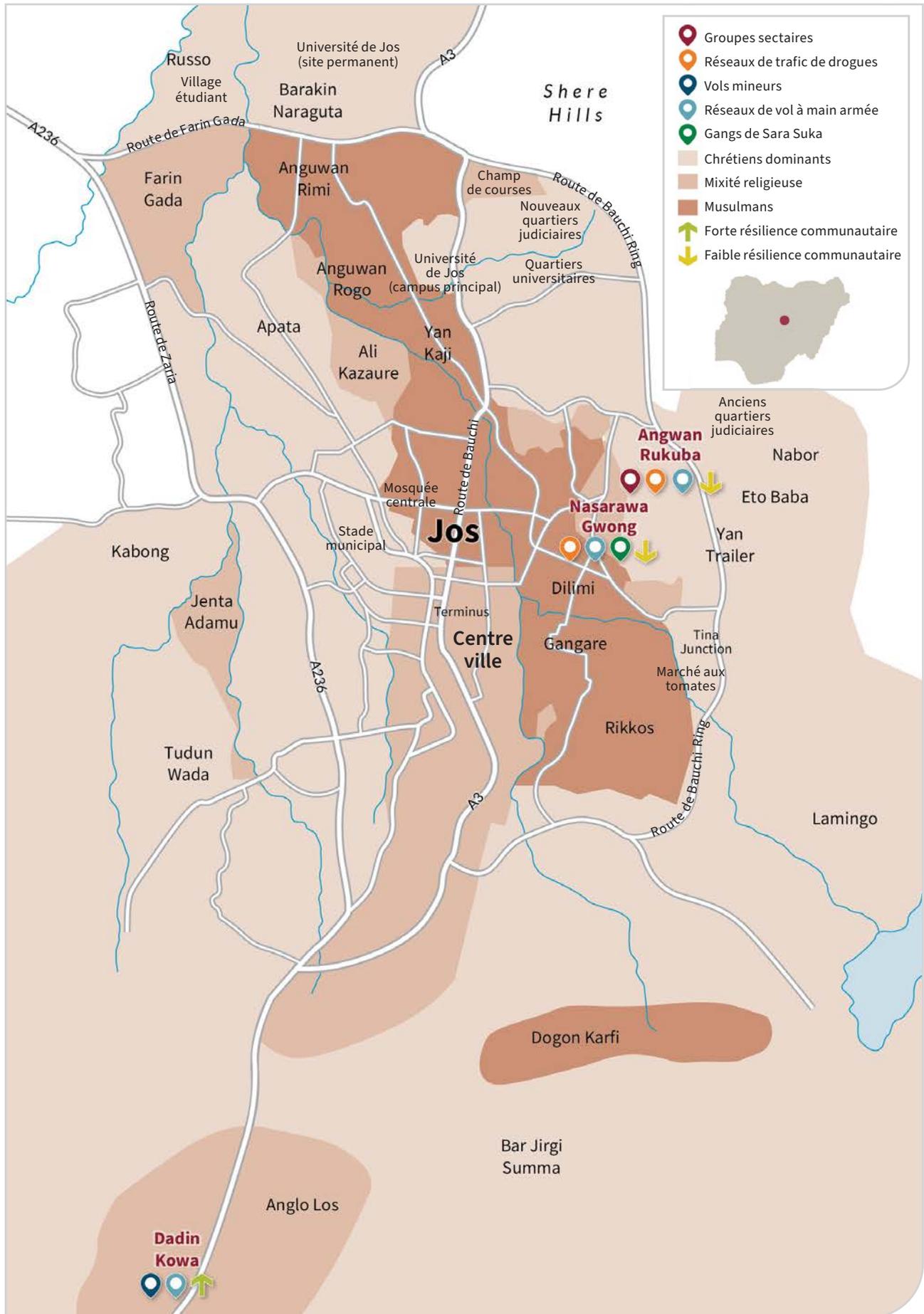
À Jos, la différenciation ethnique a interagi avec la criminalité, façonnant les tensions et la résilience des communautés. Les activités des réseaux criminels alimentent les tensions intergroupes ainsi que la violence communautaire. Par exemple, les guerres de territoire entre bandes rivales sont souvent présentées comme des querelles religieuses, attisant les tensions entre chrétiens et musulmans<sup>65</sup>.

Entre 2017 et 2020, il y a eu au moins huit incidents distincts au cours desquels des rivalités entre groupes criminels ont été présentées par les médias comme des conflits religieux, aggravant les tensions entre chrétiens et musulmans à Nasarawa Gwong<sup>66</sup>. De nombreuses personnalités dans les communautés prennent des mesures pour apaiser les tensions religieuses et ethniques. Ainsi, à Angwan Rukuba, les chefs religieux prêchent la nécessité de vivre en paix.

Pourtant, l'analyse des trois communautés de Jos corrige les généralisations simplistes qui attribuent le conflit entièrement aux différences ethniques. (Ceci est conforme aux résultats d'une vaste recherche sur la consolidation de la paix par la base, qui a révélé que les conflits locaux sont constamment attribués à l'hétérogénéité ethnique, et la paix locale à l'homogénéité ethnique, avec peu de preuves à l'appui<sup>67</sup>).

Si les identités ethniques ont certainement joué un rôle dans les tensions et la violence, bien que Dadin Kowa et Nasarawa Gwong soient ethniquement et religieusement mixtes et qu'Angwan Rukuba soit une communauté chrétienne ségréguée, les habitants de Dadin Kowa ont néanmoins bénéficié d'un plus grand capital social, tissant des liens à travers des identités religieuses et ethniques distinctes. Les solides réseaux interreligieux et canaux de communication de Dadin Kowa favorisent la coexistence pacifique, et la criminalité n'y a pas alimenté les tensions entre groupes.

Graphique 5 : Carte de Jos montrant la répartition territoriale des réseaux criminels et les divisions religieuses



À Dadin Kowa, les membres de la communauté ont indiqué que des individus et des groupes aux opinions extrémistes ont tenté de les infiltrer par le passé, mais qu'ils ont rapidement identifié et expulsé ces personnes avant qu'elles ne causent des problèmes. Par exemple, le président du conseil traditionnel a expliqué comment un homme a essayé de le persuader, lui et d'autres membres du conseil, d'encourager leurs jeunes à prendre les armes contre la population Fulani avec laquelle ils vivent en paix depuis environ un siècle :

« C'était un homme d'une autre communauté. Il est venu me voir plusieurs fois pour nous persuader, moi et d'autres membres chrétiens du conseil traditionnel, d'inciter nos jeunes hommes à prendre les armes et chasser les Fulani de nos communautés. J'ai immédiatement su que c'était un fauteur de troubles et que nous n'avions pas besoin de lui parmi nous. J'ai cessé de lui accorder une quelconque attention et ne voulais plus le voir dans la communauté ».

Les membres de la communauté sont conscients de l'importance de la cohésion sociale pour maintenir le degré de paix dont ils jouissent. Par exemple, un échantillon représentatif des habitants interrogés a exprimé ses préoccupations concernant les conducteurs itinérants d'Okada et de Keke provenant d'ailleurs<sup>68</sup>. Selon un habitant, les opérateurs d'Okada et de Keke qui viennent d'autres communautés ne comprennent pas ou n'approuvent pas les relations pacifiques entre chrétiens et musulmans à Dadin Kowa :

« Ces conducteurs d'Okada et de Keke viennent d'autres communautés où chrétiens et musulmans ne vivent pas en paix comme chez nous à Dadin Kowa. Il leur est difficile de comprendre pourquoi un chrétien et un musulman vivent côte à côte sans se battre. Ils apportent des idéologies de division et de violence pour dresser les musulmans contre les chrétiens. Mais une fois que nous avons identifié ces personnes, nous leur enjoignons de changer ou de quitter la communauté ».

Le cas de Dadin Kowa souligne l'importance de considérer l'ethnie et la religion comme des éléments importants, mais non déterminants de la cohésion sociale et donc du capital social d'une communauté donnée.

### Les capacités communautaires

Dans ces trois communautés nigérianes, la résilience dépend à quel point les conseils communautaires locaux et les réseaux de sécurité civile entretiennent de bonnes relations de travail et bénéficient du soutien de la communauté.

#### La gouvernance et l'autorité au niveau local

Dadin Kowa s'est distingué par la solidité de ses capacités communautaires, en partie grâce à des structures de gouvernance et d'autorité locales solides. Par rapport aux deux autres communautés étudiées, celle de Dadin Kowa dispose d'un conseil de gouvernance traditionnel bien mieux organisé. À Dadin Kowa et dans la grande communauté de Kangang, le conseil traditionnel est composé de 26 personnes : le chef suprême, également connu sous le nom de « Gwom », 17 anciens du quartier, appelés « Mai Angwas », une équipe de sécurité de quatre personnes et le chauffeur du palais. Chacun des 17 Mai Angwas a un responsable de la jeunesse qui travaille directement sous ses ordres. Le conseil se réunit chaque semaine pour discuter du bien-être et de la sécurité de la communauté.

En revanche, à Nasarawa Gwong, le conseil traditionnel et l'association des jeunes sont moins organisés. En outre, le conseil de direction traditionnel est divisé en fonction de l'appartenance ethnique et est miné par des conflits internes. Il existe désormais deux conseils traditionnels : l'un pour les Berom et l'autre pour les Anaguta, chacun revendiquant la prééminence.

L'un des conseils traditionnels dirigeants est composé de huit membres : le chef du district et sept Mai Angwas. L'autre conseil compte également huit membres : un chef de district et sept Mai Angwas. Les deux conseils se réunissent une fois par mois pour discuter du bien-être et de la sécurité de la communauté.

À Angwan Rukuba, le conseil traditionnel est composé du chef du district et de six chefs de communauté appelés « Mai Angwas ». Les institutions de la chefferie sont notamment fondées sur l'identité ethnique, chaque groupe ethnique ayant un « chef ». Le conseil traditionnel se réunit tous les mois pour discuter du bien-être et de la sécurité de la communauté. Les responsables et les membres des associations de jeunes travaillent directement sous la direction des Mai Angwas. Si l'on compare avec Dadin Kowa, l'association de jeunes d'Angwan Rukuba n'est pas aussi active. Parfois, il se passe jusqu'à deux mois sans les membres tiennent une réunion.

Les études sur le terrain ont montré que l'inclusion dans la gouvernance et la prise de décision locales renforce la résilience des communautés, tandis que l'exclusion et la marginalisation les fragilisent davantage. L'inclusion (ou non) des femmes dans les structures de direction est un élément clé de contraste, comme nous le verrons plus loin.

Le développement de la résilience implique de promouvoir l'inclusion et le sentiment d'appartenance de tous les membres de la communauté. Cela se fait en les associant à la prise de décision et en favorisant l'égalité d'accès aux ressources distribuables. Il est tout aussi important de créer des tribunes cohérentes pour les délibérations entre les différentes sections de la communauté (notamment les justiciers, les dirigeants communautaires, les associations de jeunes, les associations de femmes et les habitants) et de consolider une bonne relation de travail entre les réseaux de sécurité civile et les forces de sécurité de l'État.

Le développement de la résilience passe par la promotion de l'inclusion et du sentiment d'appartenance de tous les membres de la communauté

### La gouvernance de la sécurité par les acteurs non étatiques

Les trois communautés de Jos constituent des sujets de comparaison intéressants en termes de dispositifs de sécurité hybrides locaux et de leurs impacts.

À Dadin Kowa, deux groupes sont engagés dans le vigilantisme : la Neighbourhood Watch et la Hunters Association of Nigeria (HAN, une association de chasseurs). Le premier compte 284 membres et le second 70. Les deux groupes sont actifs dans la lutte contre la criminalité. Ils patrouillent la communauté chaque nuit de 22 h à 2 h du matin. Entre août et novembre 2021, ils ont fait des descentes dans trois repaires de criminels présumés et appréhendé quatre personnes soupçonnées d'être impliquées dans des cambriolages.

La HAN joue un rôle particulièrement pertinent dans la lutte contre les criminels armés puisque ses membres portent légalement des armes à feu. Par exemple, elle a poursuivi et arrêté un groupe de trois voleurs armés venus de l'extérieur de la communauté au début du mois d'octobre 2021. Dans un autre incident, en août, les agents de la HAN ont arrêté un membre d'un gang de kidnappeurs<sup>69</sup>.

Les justiciers de Dadin Kowa ont exprimé un fort sentiment communautaire et d'appartenance. Ils ont évoqué avec fierté la coopération et le soutien qu'ils ont reçus des habitants de la communauté. Ces derniers apportent généralement une contribution en espèces afin de verser une indemnité mensuelle aux vigiles. Des personnes fortunées font également des dons aux groupes d'autodéfense. Ainsi, un politicien local qui a vécu dans la communauté et qui y possède toujours des biens a fait don d'un espace de bureau à la HAN.

À Nasarawa Gwong, il y a plus de 1 000 justiciers, mais seulement 300 d'entre eux sont actifs. Selon le commandant de la Neighbourhood Watch locale, les justiciers ont été en première ligne de la lutte contre la criminalité dans la communauté :

« Neighbourhood Watch est le principal moyen de lutte contre le crime à Nasarawa. La seule raison pour laquelle nous avons un semblant de paix et d'ordre à Nasarawa est la bravoure des membres de Neighbourhood Watch, qui appréhendent les criminels<sup>70</sup> ».

Si Nasarawa Gwong connaît une forte présence de réseaux de trafic de drogue et de gangs criminels, sa communauté fait preuve d'une importante résilience face aux violences communautaires depuis 2020. Naguère l'un des quartiers les plus instables de la ville, il subit aujourd'hui moins de flambées de violence communautaire. Les habitants attribuent ce résultat à un certain degré de collaboration entre les conseils locaux et les autorités de l'État en matière de sécurité, les groupes d'autodéfense et la police ayant à plusieurs reprises collaboré pour empêcher que les escarmouches et les guerres de territoire entre bandes criminelles ne dégénèrent en violences communautaires.

À Angwan Rukuba, il y a plus de 300 vigiles de Neighbourhood Watch répartis dans 15 unités, mais nombre d'entre eux ne sont pas très actifs. Les commandants des unités se réunissent chaque semaine et chaque fois qu'il y a une urgence. Un nombre inconnu de chasseurs à Angwan Rukuba jouent également un rôle important dans la dynamique de sécurité de la communauté<sup>71</sup>.

Certains ont souligné les risques inhérents aux groupes d'autodéfense et le développement de nombre d'entre eux en milices

A Nasarawa Gwong comme à Angwan Rukuba, les justiciers ont déploré le fait qu'ils ne recevaient aucune coopération ni aucun soutien de la part des habitants de leur communauté. Un justicier a résumé ce sentiment ainsi : « Beaucoup de gens dans la communauté ne nous aiment pas et ne nous soutiennent en aucune façon<sup>72</sup> ».

Un membre de Neighbourhood Watch à Nasarawa Gwong, décrivant la relation entre les membres de la communauté et les justiciers, s'est plaint : « Les membres de ma communauté n'aiment pas Neighbourhood Watch ». Un autre vigile a corroboré ces propos en ajoutant que « Le dealer est plus important et plus respecté dans mon quartier que le vigile

de Neighbourhood Watch ». Ce justicier a également indiqué qu'on leur refusait parfois des espaces de bureau dans la communauté<sup>73</sup>.

A Jos, la résilience des communautés est clairement corrélée au niveau de soutien dont bénéficient les réseaux de sécurité locaux et au niveau de coopération des autres habitants. Par exemple, les communautés où les justiciers partagent un fort sentiment communautaire et d'appartenance et reçoivent

Poste de contrôle militaire à Jos.



un soutien matériel et immatériel de la part des résidents ont tendance à être plus résistantes aux menaces à la sécurité.

Certaines parties prenantes ont laissé entendre que le renforcement de la résilience communautaire à Jos passera, entre autres, par celui de la légitimité des justiciers, et par l'amélioration du soutien local et de la coopération avec eux. En revanche, d'autres ont souligné les risques inhérents aux groupes d'autodéfense et d'autoprotection, ainsi que le développement de nombre de ces derniers en milices, qui font maintenant partie du paysage de la menace sécuritaire dans toute une série d'espaces en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine et sous différentes géographies.

La prééminence des groupes d'autodéfense dans les communautés montre clairement qu'ils ne peuvent pas être simplement ignorés dans les programmes de renforcement de la résilience des communautés et qu'ils sont des partenaires clés dans le façonnage de l'engagement autour de l'économie illicite.

### La communication, l'information et les médias

Les différences de niveaux de résilience entre les communautés semblent liées au degré de communication entre les différentes sections transversales de chaque communauté. L'importance du capital social et des capacités communautaires de Dadin Kowa a été attribuée par les habitants en partie à de bons canaux de communication et de partage de l'information avec des forums de délibérations constants entre les groupes d'autodéfense, les groupes de jeunes, les autorités communautaires, les groupes de femmes et les habitants.

Au Nigeria, « il règne une grande méfiance entre les médias et le gouvernement et surtout les forces de l'ordre, ce qui se traduit parfois par des arrestations, des détentions et des harcèlements injustifiés à l'encontre des journalistes. Néanmoins, il existe encore une grande vitalité et une grande liberté de la presse<sup>74</sup>. »

Les médias sociaux jouent également un rôle croissant dans la manière dont les communautés expriment leurs préoccupations. Par exemple, de nombreux habitants de Jos utilisent Facebook pour attirer l'attention sur les défis auxquels leur communauté est confrontée. Dans différents quartiers, dont Dadin Kowa, les membres d'associations de jeunes et de groupes d'autodéfense utilisent WhatsApp pour communiquer entre eux.

### Le rôle des femmes

La participation des femmes à la prise de décision diffère dans les trois communautés de Jos consultées. Elle est plus importante à Dadin Kowa, ce qui correspond à une résilience notable de la communauté.

Dadin Kowa se distingue par le degré d'inclusion des femmes dans la prise de décision. Le conseil traditionnel organise de façon occasionnelle une réunion avec les dirigeants et les membres de l'association des femmes



*Les femmes propriétaires d'échoppes sont particulièrement présentes sur le marché de Dadin Kowa, Jos, État du Plateau, 7 mars 2021.*

de la communauté. L'association des femmes se rassemble chaque mois pour discuter du bien-être de ses membres et de la manière de contribuer au « bien-être collectif de la communauté<sup>75</sup> ».

Les femmes jouent également un rôle central dans l'économie de Dadin Kowa. Beaucoup d'entre elles commercent sur le marché de rue de la communauté. Elles collectent les cotisations de l'épargne à laquelle elles participent quotidiennement pour une petite somme d'argent et dont elles perçoivent le montant à la fin du mois<sup>76</sup>. Il existe également de telles collectes à Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba, mais elles ne sont pas aussi actives et bien coordonnées que celles de Dadin Kowa.

En revanche, Nasarawa Gwong et Angwan Rukuba illustrent l'exclusion des femmes de la prise de décision au niveau communautaire. Par exemple, les femmes d'Angwan Rukuba affirment ne jamais être invitées aux réunions communautaires et ne pas être consultées avant la prise de décisions. Invité à en donner la raison, le chef de la communauté n'a pas fourni d'explication valable<sup>77</sup>. Les femmes de Nasarawa Gwong se plaignent également d'être exclues des réunions et des prises de décision<sup>78</sup>. Ce type d'exclusion et de marginalisation érode la résilience des communautés et engendre la fragilité.

### Le capital économique et les infrastructures

Au Nigeria, les trois communautés étudiées à Jos sont similaires sur le plan économique. Il s'agit de communautés ouvrières relativement pauvres, confrontées à des problèmes économiques et infrastructurels apparemment insolubles. Une très grande partie de la population compte sur l'économie informelle ou extra-légale. Les possibilités d'emploi sont très limitées.

Ainsi, un petit marché en bord de route est le pilier économique d'Angwan Rukuba. Ce marché est composé de boutiques, d'étals et de tables de légumes, de céréales, de viande, de poisson et d'autres produits alimentaires. On y trouve également des marchands ambulants et des artisans, notamment des cordonniers, des coiffeurs, des réparateurs de téléphones et des électriciens. La plupart des commerçants du marché sont des habitants de la communauté, mais certains viennent des régions voisines. Contrairement au marché de rue de Dadin Kowa, celui d'Angwan Rukuba est beaucoup plus modeste et homogène sur le plan religieux.

Parmi les facteurs environnementaux qui augmentent la vulnérabilité des communautés aux activités criminelles, figure le manque de lampadaires et de routes accessibles car trop étroites, ce qui complique l'accès des véhicules des forces de sécurité et permet aux criminels de s'enfuir facilement.

Par exemple, à Angwan Rukuba, la communauté n'a pas de routes adaptées aux voitures ou à la construction de canalisations d'eau. Les sentiers sont étroits et de nombreuses zones de la communauté ne sont accessibles qu'à pied. La seule école primaire publique est surpeuplée et ne peut accueillir tous les enfants

*Une station-service détruite lors des violences électorales de 2008 à Jos.*



de la communauté. De nombreux parents n'ont d'autre choix que de les envoyer dans des écoles primaires et secondaires privées où les frais de scolarité sont relativement plus élevés<sup>79</sup>.

Les problèmes d'infrastructure alimentent le sentiment des communautés d'être négligées par l'État. Par exemple, les habitants de Dadin Kowa déplorent son manque de soutien. L'absence de routes pavées carrossables dans certaines zones de la communauté fait partie des principaux défis à relever. Si les zones les plus proches de l'autoroute sont pavées, les routes de l'intérieur ne le sont pas. Les habitants doivent emprunter des chemins de terre « pleins de nids de poule<sup>80</sup> ».

En outre, la plupart des habitants n'ont pas accès à l'eau courante potable et doivent se contenter des puits creusés à la main et des cours d'eau.

Bien que les habitants de Dadin Kowa semblent bénéficier d'un plus grand soutien de l'État que ceux de Nasarawa Gwong et d'Angwan Rukuba, certains d'entre eux estiment toujours que « le gouvernement ne se soucie pas de leur communauté [et] est à l'origine de nombre de leurs problèmes<sup>81</sup> ».

Les problèmes  
d'infrastructure  
alimentent le  
sentiment des  
communautés d'être  
négligées par l'État

## Conclusion

Les trois communautés de Jos ont été confrontées aux mêmes problèmes d'extrémisme violent, de tensions communautaires et de criminalité violente. Chacune d'entre elle présentait des éléments de résilience communautaire à travers les facteurs interdépendants identifiés.

Cependant, Dadin Kowa s'est distingué comme ayant une communauté qui dispose de réseaux de gouvernance et de sécurité particulièrement solides et inclusifs et où la paix est devenue un élément particulièrement intégral de l'identité. L'ensemble de ces mesures a permis aux habitants de Dadin Kowa de mieux résister aux menaces qui pèsent sur la communauté, réduisant ainsi les tensions communautaires et la violence qui en découle, ainsi que la prévalence des crimes violents.

Certains commentateurs laissent entendre que la situation géographique pourrait jouer un rôle dans les différents niveaux de conflit que connaissent les trois communautés, soulignant qu'Ungwar Rukuba et Nasarawa Gwong sont plus proches du foyer traditionnel de violence de Jos, tandis que Dadin Kowa en est plus éloigné.

Pourtant, la situation géographique seule ne suffit pas à expliquer les différentes trajectoires des communautés et les différents degrés de mobilisation contre ces menaces. A titre d'illustration, une communauté voisine de Dadin Kowa, Hwolshe subit également de manière persistante et importante un conflit et la violence depuis 2010, avec une mobilisation communautaire moins notable pour y faire face. Cette situation continue de mettre l'accent sur le statut de cas particulier de Dadin Kowa en ce qui concerne les éléments de résilience communautaire explorés ci-dessus.

## Le Burkina Faso

### La menace de sécurité et de l'économie illicite

Le Burkina Faso a connu une extraordinaire escalade de l'activité des groupes armés au cours de la dernière décennie, et particulièrement depuis 2019, lorsque les groupes armés locaux ont intensifié leurs actions. Les incidents de conflits armés ont plus que doublé entre 2018 (où il y a eu 253 incidents) et 2019 (où il y en a eu 646). Ces chiffres ont de nouveau doublé entre 2020 (643 incidents) et 2021 (1 373 incidents)<sup>82</sup>.

L'instabilité croissante a déclenché un coup d'État militaire en février 2022, bien que le changement de direction ne se soit pas encore traduit par une modification notable de l'approche des problèmes de sécurité du pays.

Le site d'exploitation artisanale d'or de Radgo se trouve dans le village de Soubeiga-Natenga, dans la région Centre-Nord (département de Ziga, province du Sanmatenga). Il existe depuis plus de trente ans et

couvre environ un kilomètre carré. Le marché illicite de l'or jouit d'un haut degré de légitimité au sein de la communauté. Il est perçu principalement comme un moyen de subsistance important, et donc comme une source de résilience, plutôt que comme un marché criminel contre lequel il faut renforcer la résilience.

La majorité des marchés illicites tourne autour de l'économie de l'or. Le système de travail dans les sites miniers artisanaux favorise le trafic d'or. L'importation et la vente illégales de cyanure, de mercure et d'explosifs (communément appelés « farawi ») soutiennent les opérations minières et le processus de traitement et de purification de l'or. Les mineurs constituent une source de demande pour le marché des drogues et de l'alcool. Le vol d'or, d'argent, de motos et d'autres objets de valeur est également une menace permanente.

Pour se protéger contre le vol, et, plus récemment, contre la menace sécuritaire croissante, beaucoup d'armes légères circulent. De nombreux propriétaires de galeries d'or, passages souterrains du site d'extraction de l'or, possèdent des armes à feu pour se protéger des voleurs et des bandits. Sur le site, il n'est pas rare de les voir porter des armes à feu sous leur chemise.

Les attaques croissantes de djihadistes et de bandits contre les mines d'or, notamment depuis 2017, les ont rendues plus dangereuses<sup>83</sup>. Elles ont seulement partiellement été réduites grâce à la protection des groupes d'autodéfense Koglweogo<sup>84</sup>. En 2020, les Koglweogo ont été absorbés par les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), créés par l'État qui les rétribue et, dans certains cas, leur octroie une formation de base<sup>85</sup>.

L'or est une source de revenus pour certains groupes armés, les attaques peuvent donc être motivées par le désir de s'en emparer<sup>86</sup>. Certains éléments des groupes djihadistes seraient directement impliqués dans l'extraction de l'or – un habitant a cité en exemple de leur implication les activités d'orpaillage et la coordination de certaines galeries d'or, dans la zone de Koumbri, dans la région du Nord<sup>87</sup>. Les activités des gangs criminels sont en hausse, ce qui constitue une grave préoccupation pour les mineurs artisanaux et les communautés voisines.

La crise sécuritaire a rendu certains sites d'extraction d'or inaccessibles, mais dans d'autres sites, l'exploitation minière et un marché illicite de l'or persistent malgré la menace terroriste. Un chef local à Soubeiga-Natenga a expliqué : « Nous n'avons pas d'autres activités. Si demain nous perdons tout, comment allons-nous nourrir nos familles ? ».

Il règne un climat de peur au sein de la communauté. De nombreux orpailleurs l'ont déjà quittée pour échapper aux groupes extrémistes violents ; beaucoup d'entre eux se sont installés dans des communautés voisines. Cette situation d'insécurité a entraîné une perte substantielle de revenus pour les mineurs artisanaux, qui se retrouvent au chômage et déplacés dans des camps lorsque leur village est occupé par des terroristes. Certains de ces mineurs risquent d'être recrutés par des groupes criminels armés.

## Les leviers de la résilience communautaire

### Les réponses de l'État à l'insécurité

Le djihadisme est la menace la plus sérieuse pour la communauté du site minier aurifère de Radgo. Pourtant, le gouvernement a été largement incapable de faire face à la crise sécuritaire actuelle. Sa réponse à la montée de l'extrémisme a été presque exclusivement militaire et, jusqu'à présent, largement inefficace.

Graphique 6 : Mine d'or de Radgo, Soubeiga Natenga, Burkina Faso



Le gouvernement a lancé un programme d'urgence pour le Sahel afin d'apporter une réponse économique et sociale à la crise, mais son impact est encore incertain. Les groupes extrémistes violents gagnent du terrain et l'augmentation des attaques a fait reculer les forces régulières qui sont actuellement retranchées dans les grands centres urbains comme Ouahigouya, Kongoussi ou Fada N'Gourma. Dans plusieurs localités, les policiers et les gendarmes ont fui, laissant la population livrée à elle-même<sup>88</sup>.

La confiance dans les institutions de l'État est très faible. Les organes étatiques ne communiquent pas et ne coopèrent pas avec les orpailleurs. Les mineurs n'ont pas le sentiment de recevoir une quelconque aide de leur part. Au mieux, ils peuvent obtenir un certain appui de la part d'ONG qui opèrent sur le terrain et proposent des ateliers de sensibilisation au travail des enfants dans la mine, mais aussi aux questions environnementales. Cependant, compte tenu de l'insécurité, les organisations de la société civile sont limitées et plusieurs dirigeants d'ONG sont poursuivis pour leurs activités politiques.

La confiance que la communauté des mineurs pouvait avoir dans les organes gouvernementaux a été sérieusement ébranlée au fil des ans par le sentiment que les fonctionnaires sont corrompus et leur rôle dans divers incidents au cours desquels les mineurs artisanaux ont été délogés et les sites miniers expropriés afin de développer des opérations minières semi-mécaniques. Les fonctionnaires locaux et les dirigeants communaux sont parfois considérés comme complices de mesures prises contre les intérêts des mineurs et ne sont pas toujours perçus comme agissant de bonne foi.

« Nous n'avons pas été impliqués dans le processus d'attribution des licences », a déploré un représentant des mineurs. « Un jour, nous avons vu le promoteur accompagné d'agents de la municipalité à proximité de la mine et quelques mois plus tard, nous avons reçu un avis d'expulsion avec un délai d'exécution dans les quinze jours ». Pour lui, c'est le genre d'incident qui sape complètement la confiance que la communauté peut avoir dans les fonctionnaires communaux.

L'absence de dispositifs de sécurité de la part de l'État n'a surpris personne, vu le niveau élevé de conflit, plus marqué dans les communautés du Burkina Faso. La menace largement non atténuée des groupes armés a radicalement sapé les éléments de résilience communautaire qui existaient auparavant dans les deux régions.

### Le capital social

La communauté minière aurifère de Radgo est très diversifiée sur le plan ethnique. Presque tous les groupes ethniques locaux y sont représentés. Il y a environ 2 000 travailleurs dans les différentes galeries. Si les orpailleurs forment des groupes informels, la communauté évoluant constamment et fluctuant au gré des saisons et du potentiel d'extraction des sites, ils ne sont pas particulièrement structurés. Les mineurs sont très mobiles et se déplacent rapidement d'un site à l'autre, ce qui fragilise toute configuration durable. Néanmoins, ils ont des représentants au niveau provincial ainsi qu'aux niveaux régional et national.

Dans une certaine mesure, les réseaux quotidiens de communication sociale informelle permettent aux mineurs de s'informer de l'évolution de la situation de la sécurité. Certains d'entre eux peuvent se réunir occasionnellement pour des séances de sensibilisation, pour répondre à une urgence sanitaire, pour manifester leur solidarité envers des personnes lésées ou pour faire face à une menace d'expropriation. La communauté est capable de se mobiliser en cas de menace ou de danger imminent et est connue pour travailler avec les VDP pour repousser les activités des groupes extrémistes armés.

Face à l'insécurité croissante, la plus grande crainte des mineurs de Radgo est de ne plus pouvoir un jour accéder à un site minier

La plus grande crainte des mineurs de Radgo est de ne plus pouvoir un jour accéder à un site minier. Leur solidarité contre les promoteurs qui tentent de les exproprier ou de les expulser de divers sites est très forte, mais les moyens dont ils disposent pour se défendre sont limités. Ils peuvent parfois compter sur le soutien d'ONG telles que Planetgold, l'Agence nationale de supervision de l'exploitation minière artisanale et semi-

mécanisée (ANEMAS) et d'autres organisations de la société civile. Cependant, l'arrivée sur le site d'une société minière semi-mécanisée a sérieusement perturbé la stabilité et les capacités de la communauté.

## Les capacités communautaires

### La gouvernance et l'autorité au niveau local

Les populations ont officiellement accès à la justice de l'État, mais le processus judiciaire est lent, parfois corrompu et souvent inefficace. Au niveau communautaire, les dirigeants ne sont pas nommés par le gouvernement et n'en sont pas issus. La plupart des dirigeants communautaires sont reconnus comme tels en raison de la respectabilité de leur réputation et considérés comme responsables de la défense des intérêts de la communauté.

Quant aux chefs traditionnels, ils ont hérité de leur statut par les liens du sang. Ils agissent comme ayant l'autorité de pouvoir trancher les éventuels litiges. Ils peuvent également bannir les membres de la communauté qui enfreignent les règles de la vie communautaire.

Cependant, les chefs de village ou les chefs spirituels sont souvent les premiers à partir lorsque la présence de groupes extrémistes armés se rapproche, car ils sont les plus exposés. Les représentants de la commission sur l'or ont identifié l'absence suffisamment forte d'une direction locale comme un défi auquel la région est confrontée.

### La gouvernance locale de la sécurité

Des mécanismes locaux de gouvernance de la sécurité sont apparus, occupant les espaces laissés vacants par les services de protection et de sécurité de l'État. À Radgo, les structures de sécurité communautaire ont été mises en place à l'origine pour protéger les mines d'or illicites contre les intrusions. Les structures de résilience communautaire reflètent le haut degré de légitimité de l'économie de l'exploitation aurifère illicite.

Face à la hausse de l'insécurité, la communauté des orpailleurs de Radgo a créé un comité de vigilance au sein de la mine artisanale pour prévenir et répondre à toute intrusion d'individus suspects. Selon un représentant des orpailleurs :

« Un jour, le comité a repéré deux jeunes étrangers et les a encerclés. Quand on m'a appelé, je suis venu, et nous avons interrogé les étrangers pour savoir qui ils étaient et pourquoi ils étaient là. Après quelques heures, nous avons appris qu'il s'agissait de deux jeunes gens qui avaient fui les sites d'extraction d'or dans la région du Sahel. Ils étaient venus ici pour travailler. Nous les avons relâchés, mais ils ont eu peur et ne sont pas restés. Ils sont partis le jour même pour une autre destination<sup>89</sup> ».

Le comité peut intervenir quand il y a conflit sur le site minier. Dans ce cas, les belligérants sont appelés à donner leur version des faits. S'il n'y a pas eu d'effusion de sang, un accord à l'amiable est conclu. Mais si une personne a été blessée, la gendarmerie ou la police sont appelées à donner suite à l'affaire.

En outre, les membres du comité ont souligné qu'en cas de capture d'un suspect ou de violation de la sécurité, « il est fait appel à la police ou la gendarmerie pour qu'elle vienne le chercher », plutôt que de traiter l'incident par eux-mêmes<sup>90</sup>.

On retrouve ces mêmes structures de vigilance, conçues pour être coordonnées avec les forces de police de l'État, dans les communautés qui ont fait preuve d'une grande résilience face aux conflits et à la menace de violence émanant de l'économie illicite. Elles peuvent être des mécanismes essentiels pour la préservation de la cohésion communautaire<sup>91</sup>.

Toutefois, en l'absence du soutien des forces de sécurité de l'État, ces structures sont affaiblies ou contraintes de s'armer ou de s'appuyer sur d'autres forces civiles armées, ce qui comporte ses propres risques.



*Activités de traitement par les mineurs d'or artisanaux, mine d'or de Radgo, Burkina Faso.*

Lorsque les forces de l'État se sont retirées, il était donc logique que les orpailleurs se tournent vers les Koglweogo, un groupe d'autodéfense communautaire, qui a longtemps été actif dans la protection de la communauté contre le vol et le brigandage. Avec la détérioration de la sécurité, leur aide a été sollicitée pour protéger la communauté contre les groupes extrémistes, notamment contre les attaques visant les mines d'or.

Depuis 2020, les Koglweogo sont devenus des VDP, qui reçoivent des salaires de l'État. Cependant, l'appui de l'État – 20 000 francs CFA par personne, limité à 10 VDP par village – est insuffisant. Selon Kibsa Sawadogo, l'un des responsables de VDP de la région Centre-Nord, les orpailleurs versent parfois de l'argent volontairement aux VDP<sup>92</sup>. Les représentants du comité de la mine d'or de Radgo ont identifié ce financement des VDP comme une « expression de la solidité des liens de la communauté », soulignant clairement le rôle perçu comme central des VDP dans la résilience de la communauté.

La faiblesse de l'État face aux menaces a fini par contraindre les populations à constituer des groupes d'autodéfense pour défendre leurs villages et leurs territoires. Ces VDP constituaient initialement de bonnes sources de renseignements et étaient occasionnellement efficaces au combat. Mais, au fil du temps et en raison d'un manque de formation et d'équipement adéquat, plusieurs VDP ont abandonné leurs positions sous la menace immédiate de groupes terroristes armés.

La mise en place de VDP et la participation à ces programmes civils dans cette communauté comme dans d'autres contrées du pays a eu pour effet malheureux de rendre tous les civils plus vulnérables aux menaces et aux représailles des groupes extrémistes.

Avant la mise en place des VDP par le gouvernement, la menace à la sécurité pesait principalement sur les forces de défense et de sécurité, mais depuis, civils et militaires sont désormais la cible des groupes armés. Si certains groupes – tels que le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) – évitent généralement de s'attaquer aux civils, les groupes d'autodéfense alliés à l'État gommant la distinction entre civil et étatique, les mettant ainsi en danger. Cela met en lumière l'un des risques contingents à la création de groupes d'autodéfense communautaires, notamment face à la menace des groupes armés.

### **La communication et les médias**

Au Burkina Faso, la liberté de presse et d'expression est limitée, et la réforme législative a restreint la capacité des médias à rendre compte des questions de sécurité.

Au Burkina Faso, la liberté de presse et d'expression est limitée, et la réforme législative a restreint la capacité des médias à rendre compte des questions de sécurité

*Les mines d'or artisanales ont attiré des mineurs de tout le Burkina Faso et des pays voisins, Koupela, Burkina Faso, 10 janvier 2008.*



Les modifications du Code pénal introduites en 2018 permettent de condamner et d'emprisonner des journalistes lorsque leur travail est perçu comme contribuant à démoraliser les forces régulières, mais ne définissent pas la notion de démoralisation<sup>93</sup>. Ainsi, plusieurs membres des médias ont été condamnés et emprisonnés pour avoir communiqué des informations qui se sont révélées vraies par la suite sur les attentats de Solhan en 2021.

La loi prévoit des peines importantes concernant la couverture d'incidents de sécurité et d'attaques djihadistes. À ce stade, les organisations et les représentants des médias n'ont pas fait l'objet de violences et d'intimidations de la part des acteurs de la criminalité organisée ou de groupes terroristes.

En général, la population locale a confiance dans les médias burkinabè. Les médias locaux continuent de jouer un rôle important dans les communautés étudiées. Les médias sont souvent suivis pour obtenir des informations ou confirmer des informations circulant sur le web.

La SBT, la société de radiodiffusion qui gère la couverture nationale de la télévision et de la radio, affirme couvrir près de 98 % du territoire national.

La capacité de la communauté à se mobiliser contre une menace immédiate dépend largement de l'utilisation des réseaux sociaux

L'accès des communautés aux médias est parfois limité en raison de la barrière linguistique, car les communautés où le français n'est pas parlé n'ont pas le même accès à l'information ou aux médias que les autres. Cependant, plusieurs radios communautaires émettent depuis les différentes régions.

Si les médias locaux donnent la parole aux acteurs étatiques et non étatiques dans la lutte contre la criminalité organisée, la base économique des médias (le paiement de la couverture des activités) limite leur utilisation par les organisations de lutte contre l'extrémisme violent et la criminalité organisée.

Bien que les radios communautaires aient été mises en avant comme des sources d'information importantes, la capacité de la communauté à se mobiliser contre une menace immédiate ou à résoudre certains problèmes locaux dépend largement de l'utilisation des réseaux sociaux. L'un des outils les plus prisés est WhatsApp, qui sert à la fois de canal d'information et de communication. En outre, certains membres de la communauté utilisent également Facebook. Les plateformes de médias sociaux sont utilisées pour s'échanger des avertissements concernant des nouvelles menaces, des informations sur des opportunités et pour se connecter à des réunions.



*Équipement de la mine d'or artisanale de Radgo, Burkina Faso.*

### **Le rôle des femmes**

Les femmes faisaient partie de l'échafaudage structurel des mécanismes de gouvernance locale, bien qu'occupant un rôle secondaire. Elles n'ont cependant pas joué un rôle prépondérant dans les réponses de résilience aux effets néfastes des marchés illicites et de la sécurité, qui ont tourné autour des groupes d'autodéfense.

Dans la communauté minière aurifère de Radgo, les femmes sont principalement impliquées dans le commerce de la nourriture ou jouent des rôles auxiliaires dans l'économie aurifère, comme la collecte des résidus de la pierre à or pour les écraser et les vendre. Les femmes ne sont pas représentées au sein du comité de surveillance, mais le site a une dirigeante appelée « *Pagb'naba* » (« chef des femmes ») qui est généralement chargée de relayer les messages pendant et après les réunions du comité.

Les femmes ont participé à des activités de sensibilisation du public organisées par des ONG (par exemple, sur le travail des enfants), mais elles n'auraient pas été impliquées dans les actions contre les effets néfastes des marchés illicites ou de l'extrémisme violent.

### **Le capital économique et les infrastructures**

Dans la communauté aurifère de Radgo, les principaux piliers de l'économie tournent tous autour de l'extraction et du commerce informels de métaux précieux. Les possibilités d'emploi sont celles de creuseurs, cuisiniers, laveurs d'or ou chefs de chantier. Les moyens de subsistance tirés du site aurifère sont devenus de plus en plus précaires – les mineurs artisanaux risquent constamment de connaître l'extrême pauvreté.

Lorsqu'ils sont privés des moyens de participer directement ou indirectement à l'économie d'extraction des ressources, en raison de l'expropriation, de l'extorsion, de la corruption ou de l'extrémisme violent, ils sont déplacés ou peuvent devenir des cibles faciles de recrutement pour des criminels ou des groupes terroristes extrémistes violents. Le représentant du comité des mineurs d'or de Radgo a insisté sur le fait que l'État devrait régulariser l'exploitation artisanale de l'or afin de faire entrer leurs moyens de subsistance dans un cadre licite.

L'actuelle augmentation de l'insécurité a réduit le champ d'opportunités des orpailleurs, beaucoup d'entre eux perdant leurs sources de revenus et se retrouvant dans des camps de déplacés internes (PDI), confrontés à l'insécurité alimentaire. Les habitants ont souligné un certain nombre de faiblesses infrastructurelles qui exacerbent la vulnérabilité des communautés, notamment le manque d'eau potable, qui oblige les mineurs à marcher trois kilomètres jusqu'au puit le plus proche.

## Conclusion

Les structures claires de gouvernance et de sécurité locales de la communauté ont été dans une large mesure dépassées par l'ampleur de la menace des groupes armés violents. Les structures préexistantes étaient principalement non violentes, conformément à la plupart des conceptions de la résilience communautaire. Elles se sont appuyées sur les structures de sécurité de l'État pour faire appliquer la justice locale – en respectant le monopole de l'État sur la violence.

Alors que l'État perdait son monopole sur la violence et que les menaces des groupes armés s'intensifiaient, les groupes d'autodéfense sont devenus des éléments de plus en plus importants de la résilience perçue, même s'ils restaient sans commune mesure avec l'ampleur de la menace. La résilience manifestée par les communautés – protégeant les activités d'extraction de l'or à Radgo – reflète le haut degré de légitimité et de dépendance économique de l'économie aurifère artisanale informelle.

## Guinée-Bissau : Pitche (région de Gabú)

### La menace à la sécurité et de l'économie illicite

Gabú est situé dans la partie nord-est de la Guinée-Bissau. Il s'agit d'une région intérieure, majoritairement musulmane, limitée par le Sénégal au nord, la Guinée à l'est et au sud, et les régions bissau-guinéennes de Tombali et de Bafatá à l'ouest. Gabú possède trois frontières d'environ 300 km qui la séparent du Sénégal et de la Guinée (Conakry) qui permettent un important flux d'échanges commerciaux et de circulation de biens et de marchandises<sup>94</sup>.

La région connaît un flux migratoire commercial très important en raison des lumos (marchés traditionnels informels). Le contrôle des frontières est très faible, par exemple « dans la zone du fleuve Checheu, à Boé, où à certaines périodes de l'année, des mouvements de part et d'autre des berges ont lieu sans aucune surveillance<sup>95</sup> ».

Graphique 7 : Pitche, Gabú, Guinée-Bissau



*Enfants jouant devant une mosquée dans le village de Mandina Mandinga, région de Gabú, Guinée-Bissau, 7 février 2018.*



L'économie illicite dans la région de Gabú consiste principalement en la contrebande de marchandises, de médicaments contrefaits, de produits forestiers et l'exploitation forestière illicite. ADIC-Nafaia, une ONG locale, estime que plus de 60 % des produits licites ne passent pas par la douane et ne sont pas taxés par l'État<sup>96</sup>.

La région possède l'une des plus grandes réserves de bétail de Guinée-Bissau, ce qui favorise une circulation transfrontalière massive de personnes, d'animaux et le trafic de bétail vers le Mali. La région sert également de couloir pour le trafic de cocaïne et de cannabis (*liamba*)<sup>97</sup>. En outre, le trafic des enfants talibés (élèves de l'école coranique), principalement vers le Sénégal, est considéré comme un problème depuis de nombreuses années. Les trafiquants impliqués ont des liens extérieurs, surtout avec le Sénégal, et, dans une moindre mesure, avec la Mauritanie.

L'activité illicite qui préoccupe le plus la communauté est le vol de bétail, perçu comme une source importante de violence. L'exploitation forestière illicite, dans laquelle sont impliqués des réseaux et des fonctionnaires d'État, est également préoccupante. Dans une moindre mesure, les cambriolages et les vols commis par des groupes de jeunes voleurs sont aussi inquiétants, bien qu'ils ne soient généralement pas considérés comme un problème majeur de sécurité publique. Il existe une certaine fabrication artisanale d'armes à feu (principalement à partir d'armes de chasse), mais qui ne semble pas être très problématique. Certaines personnes interrogées ont signalé des incidents d'enlèvement dans les zones frontalières, apparemment sporadiques.

La communauté ne subit pas d'activités criminelles à fort impact et considère que la menace des marchés criminels est minime<sup>98</sup>. Le marché de la contrebande jouit d'un haut degré de légitimité. La communauté est souvent impliquée directement ou indirectement dans la contrebande, qui fournit une grande partie des produits nécessaires au marché agricole rural. Une des personnes interrogées a déclaré : « On ne sait pas où commence et où finit le marché illégal ; il y a tellement d'amalgames qu'il est difficile d'indiquer où se trouve la limite entre le marché légal et le marché illégal ».

La communauté est relativement sûre et n'est actuellement confrontée à aucune menace immédiate de la part de groupes extrémistes violents. Certains universitaires et personnalités politiques bissau-guinéens estiment que la région de Gabú pourrait devenir vulnérable à un extrémisme religieux violent. Ils soulignent l'arrivée de sectes religieuses qui n'existaient pas dans la région et qui créent désormais des mosquées dans divers villages et prônent diverses formes d'intolérance religieuse. Cependant, aucun groupe extrémiste violent n'opère actuellement dans la région.

## Les leviers de la résilience communautaire

### Les réponses de l'État

Bien que les dirigeants communautaires n'aient pas indiqué être particulièrement préoccupés par la sécurité ou la criminalité, ils ont déploré la faible capacité de l'État à faire respecter la loi. Ils estiment que celui-ci ne fait pas grand-chose pour lutter contre la criminalité organisée et les marchés illégaux. Il se peut, comme l'a laissé entendre l'un d'entre eux, que trop d'acteurs étatiques profitent de ces marchés illicites :

« La communauté déplore la faiblesse de la capacité de l'État à faire respecter la loi et à faire face à la croissance des marchés illicites. Cette faiblesse perpétue l'impunité et favorise la corruption des agents publics. Une application plus rapide des lois sur les délinquants est nécessaire<sup>99</sup> ».

La réponse de l'État à la criminalité organisée ou à la criminalité en général est considérée comme très faible et inefficace, favorisant ceux qui ont le plus d'argent. Il n'existe un tribunal qu'à Gabú, la capitale de la région, et un centre d'accès à la justice a été créé en 2020. Cependant, le système reste lent, et la corruption endémique.

*Femmes puisant de l'eau, Mandina Mandinga dans la région de Gabú, République de Guinée-Bissau, 7 février 2018.*



La passivité perçue des structures de l'État signifie que « la communauté a tendance à se faire justice elle-même ». Les autorités traditionnelles, qui coopèrent dans une certaine mesure avec la police, exercent la justice au niveau local. Cependant, le manque de ressources et la corruption endémique au sein des forces de police nuisent à la confiance, et les autorités traditionnelles n'interviennent pas régulièrement dans l'économie illicite.

Il existe des exemples de coopération de l'État avec les membres de la communauté et les ONG dans la lutte contre l'activité criminelle. Par exemple, le gouverneur a soutenu la demande d'un procès pour le vol de 80 motos commis avec la complicité de la police. Mais la confiance de la population locale dans le système judiciaire est très faible. En particulier, le résultat du procès jugé inéquitable dans cette affaire, les officiers de police étant condamnés à des peines estimées trop clémentes par la communauté, a occasionné des protestations de la part des membres de la communauté et des ONG à Pitche.

### **Le capital social**

Pitche est culturellement et ethniquement diversifiée, mais il n'y existe pas de tensions culturelles ou ethniques majeures. Malgré les diverses tentatives des politiciens de tirer parti des différences ethniques ou religieuses, notamment à l'approche des élections présidentielles de 2019, les interconnexions et les relations ethniques sont restées positives. Les personnes interrogées ont noté que les habitants ont « un sentiment d'appartenance à un espace commun<sup>100</sup> ».

Il y a un certain mouvement de la population, et la migration a provoqué quelques flambées de violence. Par exemple, en 2019 et 2020, l'immigration en provenance de Guinée dans les zones du secteur voisin de Boé a déclenché des conflits liés aux ressources naturelles (eau, poisson, abattage d'arbres, pâturages), qui ont été résolus par le déplacement des communautés migrantes. Cependant, le mouvement général de la population n'a pas été identifié comme un facteur clé de tensions dans la communauté, à moins qu'il ne comprenne le mouvement de braconniers ou d'agriculteurs qui coupent illégalement les arbres pour cultiver la terre. Des groupes communautaires, composés d'hommes et de femmes, se sont formés autour d'un certain nombre de sujets, notamment des groupes de prêts communautaires qui assurent une entraide.

### **Les capacités communautaires**

#### **La gouvernance et l'autorité au niveau local**

En ce qui concerne les structures de gouvernance locale, le faible degré de confiance dans la justice de l'État signifie que la communauté préfère les mécanismes de justice traditionnels. Si les *djargas* (chefs de

villages) et les *regulos* (autorités traditionnelles de la société Felupe, aujourd'hui régies par la loi<sup>101</sup>) jouent un rôle dans la résolution des conflits, leur intervention n'est pas significative dans la prévention et la lutte contre les marchés illicites. Cependant, elle pourrait probablement l'être si une menace importante se présentait dans la communauté. Les structures de gouvernance islamique et les imams eux-mêmes jouent un rôle dans la gouvernance et, dans certains contextes, interviennent dans des affaires liées au non-respect des exigences fiscales.

Normalement, les acteurs étatiques et les chefs traditionnels collaborent et échangent des informations sur les questions de sécurité, mais il semble que les pouvoirs des autorités traditionnelles se soient érodés au fil des ans. Dans ce contexte, certains dirigeants communautaires suggèrent que l'autorité de ces chefs traditionnels soit établie par une loi. En outre, la volonté de ces chefs traditionnels de défendre les intérêts de la communauté a été mise en doute par un certain nombre de personnes interrogées.

### La sécurité locale

La menace à la sécurité à Pitche est beaucoup plus faible que dans les autres études sur le terrain et, sans surprise, les mécanismes de sécurité locaux qui ont vu le jour pour faire face aux risques sont beaucoup moins structurés et importants. Les groupes de surveillance nocturne sont la forme la plus marquante de gouvernance locale de la sécurité. Ils sont constitués parmi les familles locales des villages où il y a du bétail, afin de prévenir le vol.

### La communication et les médias

En Guinée-Bissau, la liberté de la presse est un droit constitutionnel. Mais en réalité, les médias nationaux subissent une pression croissante qui les dissuade de toute critique du gouvernement, notamment en ce qui concerne les liens entre certains agents de l'État et les marchés illicites.

L'accès à l'information est difficile. Couvrir des sujets comme la criminalité organisée, les questions de gouvernance et l'influence des militaires sur la politique du pays, comporte des risques. Plusieurs attaques contre des journalistes ont été enregistrées, notamment depuis début 2020<sup>102</sup>. Cet environnement conduit certains journalistes à s'autocensurer.

En dépit de ces problèmes, les personnes consultées dans la région de Gabú ont estimé que leur communauté pouvait compter sur les médias locaux, notamment les stations de radio. Bien qu'une station de radio nationale, Radio Nacional, soit présente et écoutée par certaines personnes, les membres de la communauté ont particulièrement insisté sur le rôle clé des stations de radio communautaires qui ont « pratiquement remplacé les tribunaux et constituent un espace de dénonciation auquel la communauté a souvent recours ». Il existe trois ou quatre stations de radio dans les langues locales et elles sont très actives, mais financièrement très fragiles.

À Pitche, la contrebande soutient l'infrastructure économique locale, tandis que le vol de bétail est perçu comme une source de violence et de conflits

### Le rôle des femmes

À Pitche, les femmes sont engagées politiquement et économiquement dans la communauté et certaines d'entre elles sont très influentes. Elles sont qualifiées de « leaders d'opinion dans leur communauté » par les personnes interrogées. Si les femmes restent moins représentées dans l'engagement politique, leur participation à la politique sphère est en augmentation.

Certaines organisations nationales de femmes (par exemple, The Mother, Renluy, CNAPN et PPM) entretiennent des contacts avec les femmes de Pitche et organisent parfois des réunions et des campagnes de sensibilisation au sein de la communauté. Dans certains cas, les femmes au niveau local se sont mobilisées pour agir collectivement contre les menaces perçues de l'économie illicite. Par exemple, elles se sont illustrées en protestant contre le trafic d'enfants vers les pays voisins sous le prétexte de leur donner une

*Groupe de femmes et d'enfants lors d'une réunion communautaire dans le village de Mandina Mandinga dans la région de Gabú, Guinée-Bissau, 7 février 2018.*



éducation religieuse. En outre, elles ont participé aux dialogues organisés pour débattre des préoccupations relatives à l'économie illicite concernant la communauté de Pitche.

### **Le capital économique et les infrastructures**

À Pitche et dans la région de Gabú, le commerce, l'agriculture et l'élevage sont les principaux piliers de l'économie locale, avec quelques investissements mineurs de sociétés étrangères (par exemple dans l'industrie de l'énergie solaire). Le chômage est élevé dans les communautés qui ne bénéficient pas de soutien financier extérieur, à l'exception de quelques petits projets de développement soutenus par des ONG. Il n'y a pas d'éclairage public et les routes sont en mauvais état.

### **Conclusion**

À Pitche, l'économie de la contrebande est un élément essentiel de l'infrastructure économique de la communauté, et le vol de bétail est la seule activité illicite perçue comme une source importante de violence et de conflit. Tenant compte de ces différents degrés de légitimité, la communauté s'est mobilisée pour mettre en place des structures de surveillance de quartier afin de se protéger contre le vol de bétail et a collaboré avec les autorités traditionnelles dans des cas de vol.

La participation des femmes à la vie économique et politique est relativement forte, et une série de structures communautaires ont été mises en place pour soutenir les membres de la communauté face aux principaux défis – principalement l'insécurité économique – donnant lieu à la création de programmes de prêts communautaires.

### **Conclusion générale**

Cette étude exploratoire entreprend de mettre en lumière les principaux éléments interdépendants de la résilience de différentes communautés face aux menaces des conflits armés et de l'économie illicite. Elle souligne le fait que le renforcement de la résilience face à l'économie illicite dans une communauté touchée par un conflit est particulièrement problématique. Ceci est dû aux effets débilissants des conflits sur la sécurité locale, l'économie locale, le capital social et la cohésion sociale, ainsi que sur les ressources et la capacité d'action de la communauté. Il semble que, dans de telles circonstances, aider une communauté à se protéger et à contrer la menace que représentent pour elle les groupes extrémistes violents soit une condition préalable au développement de sa résilience face à l'économie illicite.

Cette étude confirme les résultats de recherches antérieures en ce qui concerne le flou des frontières entre la défense communautaire, la criminalité et même la violence communautaire. À cet égard, une des



*Périphérie de la ville de Gabú, capitale de la région de Gabú, Guinée-Bissau.*

priorités pour la recherche sera d'explorer comment les initiatives inclusives de renforcement de la résilience communautaire, dans des contextes où des groupes armés d'autodéfense communautaires ont émergé, peuvent interagir avec ces groupes et promouvoir leur capacité à jouer des rôles constructifs. La recherche devra s'attacher à comprendre certains des facteurs essentiels qui déterminent l'identité des groupes armés d'autodéfense, leur recours à la violence et leur relation avec la communauté et l'État.

La légitimité ou non de chaque économie illicite au sein de la communauté doit être pleinement comprise avant de chercher à soutenir les réponses. Lorsque l'économie illicite jouit d'un haut degré de légitimité et participe à la résilience économique des communautés, il convient d'en tenir compte avant de concevoir des interventions et de déterminer l'opportunité de réponses de développement plutôt que d'actions répressives.

Les États et les acteurs internationaux peuvent faire beaucoup pour renforcer la résilience au niveau communautaire. La capacité d'action et le leadership individuels apparaissent comme des facteurs de réussite importants et des moyens de sortir de la fragilité et doivent être soutenus. Il est également nécessaire d'appuyer la gouvernance locale par des interventions progressives qui créent des relations et des coalitions entre les dirigeants locaux, les acteurs de la résilience et l'État.

S'agissant de la résilience des communautés face aux marchés illicites et aux conflits armés, la résilience au niveau communautaire est liée à la résilience nationale, à savoir au soutien de l'État pour assurer la sécurité. L'absence d'un soutien efficace de l'État en matière de sécurité sape les efforts visant à renforcer la résilience locale, même si certaines initiatives locales voient le jour. Les initiatives et projets naissants doivent être identifiés et encouragés en vue d'associer l'État à leurs activités, dans la mesure du possible.

Contrairement aux catastrophes naturelles, la criminalité organisée n'est pas un phénomène discret et local auquel on réagit ou auquel on peut se préparer. Il s'agit d'une menace persistante dont les causes et les racines vont bien au-delà d'une communauté spécifique.

Les études futures devraient se concentrer sur les éléments déclencheurs de réponses communautaires efficaces une fois que les marchés illicites sont révélés comme des menaces concrètes pour la communauté. L'identification des communautés où il y a eu une mobilisation notable face à ces menaces et l'exploration des caractéristiques et éléments récurrents de leur composition permettront de soutenir cet axe d'études complémentaires.

Contrairement aux catastrophes naturelles, la criminalité organisée n'est pas un phénomène discret et local auquel on réagit ou se prépare

*L'exploitation artisanale de l'or constitue un moyen de subsistance pour de nombreuses communautés au Burkina Faso.*



## Recommandations

Dans le but de tirer des enseignements pratiques de l'étude en vue d'une programmation plus efficace, nous formulons les recommandations suivantes pour renforcer l'approche de la résilience communautaire et contrer les effets néfastes de la criminalité organisée et des marchés illicites. Les recommandations présentées ci-dessous sont dans une large mesure interdépendantes, chacune renforçant l'autre, et il est peu probable qu'une recommandation isolée soit suffisante.

En outre, ces recommandations nécessitent un engagement soutenu, des ressources considérables, de la flexibilité et de l'adaptabilité. Il est essentiel qu'elles soient dirigées et appropriées localement, et adaptées au contexte spécifique de l'intervention. Même si ces conditions difficiles sont réunies, les mêmes actions peuvent ne pas avoir le même résultat dans différentes communautés. D'autres recherches sont nécessaires pour tester et approfondir ces recommandations et pour mieux comprendre comment elles peuvent être mises en pratique dans une série de contextes différents.

Les mêmes actions peuvent ne pas avoir le même résultat dans différentes communautés

- Assurer une protection et une sécurité de base aux communautés vulnérables confrontées à des menaces de sécurité constitue une condition préalable au renforcement de la résilience des communautés face à la criminalité organisée. Dans certains cas, cela peut impliquer l'amélioration des infrastructures de base. Dans d'autres, il peut s'agir de soutenir les initiatives de l'État visant à améliorer la sécurité locale et la sûreté publique en collaboration avec les dirigeants locaux. Lorsque l'État a un comportement de prédateur et constitue un élément important du problème de sécurité, cela risque d'être extrêmement difficile.

- Des stratégies efficaces de lutte contre la corruption publique sont des éléments clés pour renforcer la légitimité de l'État et promouvoir la résilience des communautés face à la criminalité organisée. Il est nécessaire d'adopter des mesures pour lutter contre l'impunité et la corruption à tous les niveaux, mais surtout au niveau local, où ces maux sapent la confiance de la communauté dans les institutions et sa volonté d'agir pour contrer les effets néfastes de la criminalité organisée.
- Il est important de soutenir le développement de réseaux sociaux qui sont conscients et se préoccupent de la criminalité organisée et des marchés illicites, proportionnellement à l'ampleur de la menace. Ils peuvent jouer un rôle crucial de contrôle social informel en affirmant des valeurs et des objectifs communs, le respect des règles institutionnelles et des attentes mutuellement convenues.

- Il est nécessaire de prêter attention aux obstacles contextuels à la résilience des communautés, notamment le manque de coordination entre les acteurs de la résilience et le manque de sensibilisation du public à l'impact local de la criminalité organisée et des marchés illicites<sup>103</sup>.
- Il convient de soutenir la gouvernance locale, y compris les mécanismes traditionnels de gouvernance et les chefs traditionnels, en renforçant les capacités, en fournissant des ressources et, si nécessaire, en leur offrant une protection efficace. Des interventions progressives sont nécessaires pour créer des relations ainsi que des coalitions entre les dirigeants locaux et les acteurs de la résilience et pour soutenir des actions concrètes.
- Il est important d'appuyer les progrès dans les relations et la coopération entre les organes et institutions de gouvernance de l'État, les mécanismes de gouvernance locale et les acteurs locaux de la résilience. Il s'agit notamment d'améliorer les relations entre l'État et les citoyens au niveau local sur la base de la communication, des attentes mutuellement convenues, de la transparence et de la responsabilité mutuelle.
- Il est possible de développer la sécurité publique et la résistance locale à la criminalité organisée en soutenant les conseils communautaires locaux, les chefs traditionnels et les réseaux de sécurité civile lorsqu'ils existent, et en les aidant à tisser et à maintenir de bonnes relations de travail avec l'État ainsi qu'à mobiliser la participation et le soutien communautaires.
- Lorsque les programmes de résilience communautaire se déroulent dans des contextes où les acteurs de sécurité non étatiques ont comblé les vides laissés par l'absence étatique au niveau local, ils doivent inclure des interventions pour soutenir les communautés dans leur négociation des attentes et des règles avec les groupes de défense civils. Cela permettra de réduire les risques inhérents à ces groupes et de déterminer comment ils peuvent légitimement offrir une protection efficace à la communauté.

## Notes

- 1 The Geography of Conflict in North and West Africa, OECD, 2, [https://read.oecd-ilibrary.org/development/the-geography-of-conflict-in-north-and-west-africa\\_02181039-en#](https://read.oecd-ilibrary.org/development/the-geography-of-conflict-in-north-and-west-africa_02181039-en#).
- 2 Evolution of crime in a Covid world: A comparative analysis of organised crime in Africa: 2019-2021, ENACT, *Organised Crime Index Africa*, 2021, [https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact\\_report\\_2021.pdf](https://africa.ocindex.net/assets/downloads/enact_report_2021.pdf).
- 3 Ibid.
- 4 *Indice mondial du crime organisé*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), 2021, <https://ocindex.net/assets/downloads/global-ocindex-report-french.pdf>.
- 5 Voir S Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 6 S Walker et A Maluana, *Assessing Resilience to Organised Crime at the Community Level*, Genève : GI-TOC, 2022.
- 7 Resilience in Sinaloa: Community Responses to Organised crime, GI-TOC, 2017, 5, <https://globalinitiative.net/analysis/resilience-in-sinaloa/>.
- 8 AE Brodsky et LB Cattaneo, A transconceptual model of empowerment and resilience: divergence, convergence and interactions in kindred community concepts, *American Journal of Community Psychology*, 52:3-4, 333-346, 338.
- 9 MJ Bunch et al., Quantifying community resilience in South Sudan: the FEED project (Fortifying Equality and Economic Diversification), *Ecology and Society*, 25:2, art. 12.
- 10 K Amerhauser et W Kemp, *Stronger Together: Bolstering Resilience Among Civil Society in the Western Balkans*, Genève : GI-TOC, ENACT.
- 11 AE Quinlan, M Berbés-Blázquez, LJ Haider et GD Peterson, Measuring and assessing resilience: broadening understanding through multiple disciplinary perspectives, *Journal of Applied Ecology*, 53:3, 677-687.
- 12 L Faulkner, K Brown et T Quinn, Analyzing community resilience as an emergent property of dynamic social-ecological systems, *Ecology and Society*, 23:1, 24.
- 13 FH Norris et al., Community resilience as a metaphor, theory, set of capabilities, and strategy for disaster readiness, *American Journal of Community Psychology*, 41:1-2, 127-150 ; GA Wilson, *Community Resilience and Environmental Transitions*, Oxford, UK : Routledge, 2012 ; N Matin et R Taylor, Emergence of human resilience in coastal ecosystems under environmental change, *Ecology and Society*, 20:2, 43.
- 14 ADIC-Nafaia est également bénéficiaire du Fonds de résilience de GI-TOC.
- 15 MA Brennan, AE Luloff et KR Ricketts, A comparison of agency at the community level: Findings from rural Ireland and Pennsylvania, *International Review of Modern Sociology*, 33:1, 97-116.
- 16 L Bird, *Rethinking Resilience: The Role of Women in Community Responses to Organised Crime*, Genève : GI-TOC, ENACT.
- 17 R Locke, *Organised crime, Conflict, and Fragility: A New Approach*, New York : International Peace Institute, 2012, 14.
- 18 Ibid., 15.
- 19 S Gastelum, F et I Tennant, *Community Resilience to Organised Crime*, The Routledge Handbook of Transnational Organized Crime, London : Routledge, 2021, 504.
- 20 Résultat des travaux de la GI-TOC avec les initiatives communautaires dans le cadre du Fonds de résilience.
- 21 Les communautés et les quartiers disposent de capacités différentes pour administrer leurs habitants et « activer de manière différente le contrôle social informel » : D Weisburd, M Davis et C Gill, 2015, Increasing collective efficacy and social capital at crime hot spots: new crime control tools for police, *Policing*, 9:3, 265-274, 256.
- 22 RJ Sampson, SW Raudenbush et F Earls, Neighborhoods and violent crime: a multilevel study of collective efficacy, *Science*, 277:5328, 918-924, 919.
- 23 C Arandel, DW Brinkerhoff et MM Bell, Reducing fragility through strengthening local governance in Guinea, *Third World Quarterly*, 36:5, 985-1006, 2015, <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1025741>.
- 24 Ibid.
- 25 Lar, par exemple, a montré comment les chefs traditionnels et les communautés locales tentent de faire face et de s'adapter à des niveaux extrêmes de violence et d'insécurité. JT Lar, Violence and Insecurity in Northwest Nigeria: Exploring the Role and Resilience of Local Actors, *African Conflict & Peacebuilding Review*, 9:2, 2019, 123-142.
- 26 Ibid.
- 27 L Van Metre, *From Self-defense to Vigilantism: A Typology of Framework of Community-Based Armed Groups*, RESOLVE Network, 2019, <https://doi.org/10.37805/cbags2019.3>.
- 28 DE Agbiboa, The precariousness of protection: Civilian defense groups countering Boko Haram in Northeastern Nigeria, *African Studies Review*, 64:3-1, 192-216, 196.
- 29 JB Houston, ML Spialek, J Cox, MM Greenwood et J First, The centrality of communication and media in fostering community resilience: a framework for assessment and intervention, *American Behavioral Scientist*, 59:2, 270-283, 271.
- 30 JM Maweu, Community media: building trust and resilience in Kenyan post-election conflicts, *African Conflict & Peacebuilding Review*, 9:2, 9-32.
- 31 L Bird, *Rethinking Resilience: The Role of Women in Community Responses to Organised Crime*, Genève : GI-TOC, ENACT.
- 32 Ibid.
- 33 Ibid.
- 34 [www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences](http://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences).
- 35 MA Brennan, AE Luloff et KR Ricketts, A comparison of agency at the community level: findings from rural Ireland and Pennsylvania, *International Review of Modern Sociology*, 33:1, 97-116.
- 36 K Magis, Community Resilience: An Indicator of Social Sustainability, *Society & Natural Resources*, 23:5, 2010 401-416.

- 37 C Arandel, DW Brinkerhoff et MM Bell, Reducing fragility through strengthening local governance in Guinea, *Third World Quarterly*, 36:5, 985–1006, <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1025741>.
- 38 En novembre 2021, a été créé l'Espace de concertation de la société civile de Gabú. Il a organisé une manifestation populaire contre la sentence prononcée par le tribunal régional de Gabú dans l'affaire de deux agents de police complices de voleurs de motos.
- 39 K Amerhauser et W Kemp, *Stronger Together: Bolstering Resilience Among Civil Society in the Western Balkans*, Genève : GI-TOC, ENACT.
- 40 White et al., A practical approach to building resilience in America's communities, *American Behavioural Scientist*, 59:2, 2015, 200–219.
- 41 L'OCDE, Interpeace et le DFID ont tous identifié ces trois capacités comme illustrant la résilience au niveau communautaire.
- 42 J Connolly, *Building Community Resilience: Responding to Criminal and Anti-Social Behaviour Networks Across Dublin South Central*, Dublin : Centre for Crime, Justice and Victim Studies, School of Law, University of Limerick, 2019.
- 43 Voir pour une analyse plus approfondie de la légitimité contrastée des marchés illicites, A Bish et al., The Crime Paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-illicit-markets-violence-instability-nigeria/>.
- 44 S Gastelum, F et I Tennant, *Community Resilience to Organised Crime*, The Routledge Handbook of Transnational Organized Crime, London : Routledge, 2021, 496.
- 45 R Locke, *Organised Crime, Conflict, and Fragility: A New Approach*, New York: International Peace Institute, 2012, 15, [www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub\\_organized\\_crime\\_conflict\\_fragility.pdf](http://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/epub_organized_crime_conflict_fragility.pdf).
- 46 Le conflit à Jos porte sur la représentation politique et les droits des autochtones entre les groupes généralement considérés comme autochtones (Berom, Afizere et Anaguta) et ceux considérés comme non-autochtones (Hausa-Fulani). Comme les frontières entre les identités ethniques et religieuses se chevauchent – les autochtones étant majoritairement chrétiens et les Hausa-Fulani majoritairement musulmans – les affrontements violents prennent une connotation religieuse. Voir KL Madueke, The emergence and development of ethnic strongholds and frontiers of collective violence in Jos, Nigeria, *African Studies Review*, 62:4, 6–30.
- 47 KL Madueke et F Vermeulen, Micro formations of hybrid security governance in ethnic riots: mapping the interworkings of state forces, vigilantes, residents, thugs, and armed mobs in the violent slums of Jos, Nigeria, dans RH Santini, A Polese et R Kevlihan (dirs.), *Limited Statehood and Informal Governance in the Middle East and Africa*, London : Routledge, 2020, 226–246.
- 48 *West Africa Observatory Risk Bulletin*, 3, avril 2022, Genève : GI-TOC, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 49 Entretien avec un chef de milice à Jos, 12 décembre 2021.
- 50 Entretien avec un chef de communauté à Jos, 7 décembre 2021.
- 51 Entretien avec un résident de Dadin Kowa, 7 décembre 2021.
- 52 Voir pour des exemples supplémentaires dans un large éventail de territoires, S Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 53 Entretien avec un chef de communauté, 12 décembre 2021.
- 54 Entretien avec un chef de communauté à Nasarawa Gwong, 3 décembre 2021.
- 55 Entretien avec un ancien trafiquant de drogue à Nasarawa Gwong, 12 octobre 2021.
- 56 Entretien avec un chef de communauté à Jos, 3 décembre 2021.
- 57 Entretien avec un responsable de la jeunesse, 12 décembre 2021.
- 58 Entretien avec un chef de communauté à Angwan Rukuba, 3 décembre 2021.
- 59 Les habitants ont noté que de nombreux membres de la communauté achètent des biens au marché noir, sachant qu'ils sont probablement volés, ce qui alimente le commerce.
- 60 Entretien avec un chef de communauté à Nasarawa Gwong, décembre 2021.
- 61 Ibid.
- 62 EC Onyeozili, B Agozino, A Agu et P Ibe, *Community Policing in Nigeria*, Blacksburg (VA) : Virginia Tech Publishing, 2021, 135.
- 63 KL Madueke, The emergence and development of ethnic strongholds and frontiers of collective violence in Jos, Nigeria, *African Studies Review*, 62:4, 6–30.
- 64 Ibid.
- 65 Discussion de groupe avec des justiciers de Nasarawa Gwong, 4 décembre 2021.
- 66 Entretien avec un chef de communauté à Jos, le 3 décembre 2021.
- 67 S Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 68 À Jos, ainsi que dans d'autres régions du Nigeria, Okada est le nom d'une moto commerciale, tandis que Keke est le nom d'un tricycle commercial.
- 69 Entretien avec un commandant de la HAN à Jos, 28 novembre 2021.
- 70 Entretien avec le commandant NW, 15 décembre 2021.
- 71 Entretien avec un responsable de la jeunesse, 23 décembre 2021.
- 72 Discussions de groupe avec un échantillon représentatif d'habitants d'Angwan Rukuba et de vigiles de Nasarawa Gwong, 4 décembre 2021.
- 73 Discussion de groupe à Nasarawa Gwong, 4 décembre 2021.
- 74 Nigeria, *Global Organised Crime Index*, GI-TOC, ENACT, 2021, 5, [https://ocindex.net/assets/downloads/english/ocindex\\_profile\\_nigeria.pdf](https://ocindex.net/assets/downloads/english/ocindex_profile_nigeria.pdf).
- 75 Discussion de groupe à Dadin Kowa, 2 décembre 2021.
- 76 Ibid.

- 77 Discussion de groupe avec un échantillon représentatif des habitants d'Angwan Rukuba, 4 décembre 2021.
- 78 Entretien avec une femme leader à Nasarawa Gwong, 22 décembre 2021.
- 79 Entretien de GI-TOC avec un chef de communauté, 12 décembre 2021.
- 80 Entretien avec un chef de communauté à Jos, 15 décembre 2021.
- 81 Discussion de groupe à Dadin Kowa, 2 décembre 2021.
- 82 Armed Conflict Location and Event Data Project, Dashboard: Burkina Faso, <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>, (consulté le 8 juin 2022).
- 83 H Wilkins, Gold Mining in Burkina Faso Becomes Increasingly Dangerous, VOA News, 9 novembre 2021.
- 84 Les groupes d'autodéfense Koglweogo, « gardiens de la brousse » ou « protecteurs de l'environnement », se sont répandus dans de grandes parties du pays et sont tristement célèbres pour les violentes punitions qu'ils infligent aux voleurs et hors-la-loi présumés. Voir R Da Cunha Dupuy et T Quidelleur, *Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : diffusion et structuration des groupes Koglweogo*, Noria Research, novembre 2018 ; MA Akadjé et al., Gros bras, gardiens, vieux père et Dozo : les acteurs informels de la sécurité (AIS), dans MA Cusson, NY Doumba et HB Yebouet (dirs.), *Milles homicides en Afrique de l'Ouest*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2017, 251-269.
- 85 Les VDP visaient à renforcer le contrôle du gouvernement sur les milices qui se multiplient dans le pays et à mobiliser la population contre les groupes armés. Cependant, depuis leur création, les VDP ont été accusés de nombreuses violations des droits humains, en particulier sur la base de critères ethniques (les VDP comptent très peu de membres peuls), [www.clingendael.org/publication/volunteers-defense-homeland](http://www.clingendael.org/publication/volunteers-defense-homeland).
- 86 Voir, par exemple, l'analyse de l'attaque de la mine de Solhan en juin 2021, Afrique de l'Ouest, *Risk Bulletin*, Global Initiative, 1, 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>.
- 87 Entretien avec un dénonciateur communautaire, novembre 2021.
- 88 Les VDP sont également confrontés à la défaite par les groupes armés. Par exemple, le 23 décembre 2021, l'un des plus grands sièges de VDP à Kanrgo dans la commune de Kongoussi, région Centre-Nord, est tombé suite à une attaque de groupes terroristes armés.
- 89 Entretien avec Sawadogo Sanbyamba, un représentant des orpailleurs de Radgo.
- 90 Ibid.
- 91 Voir, par exemple, l'étude de cas du Somaliland, où des structures de vigilance communautaire similaires, soutenues par le gouvernement, ont finalement été formalisées en un système officiel de police communautaire. S Autesserre, *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*, New York : Oxford University Press, 2021.
- 92 Entretien avec Kibsa Sawadogo, l'un des responsables de VDP de la région Centre-Nord, novembre 2021.
- 93 Loi n° 044-2019/an portant modification de la loi n° 025-2018/AN du 31 mai 2018 relative au code pénal.
- 94 La région est divisée en cinq secteurs, Boé, Gabú, Pitche, Pirada et Sonaco. Sa capitale est Gabú.
- 95 Selon le répondant au questionnaire.
- 96 L'érosion de la base des revenus affecte la capacité de l'État à fournir des services de base à la population. Cependant, l'État bissau-guinéen est extrêmement corrompu et la volonté de fournir de tels services, même si les revenus augmentaient, n'est pas certaine.
- 97 Le cannabis provient principalement de Guinée-Conakry, mais une partie est également cultivée localement dans les *tabancas* (villages).
- 98 Les répondants ont qualifié de « minime » la violence liée aux marchés illicites.
- 99 Entretien avec un dirigeant local à Pitche, novembre 2021.
- 100 Discussions de groupe à Pitche, novembre 2021.
- 101 Lúcia Bayan, Régulo e Comité: Acertos e divergências na Secção de Suzana, *Cadernos de Estudos Africanos* [Online], 30, 2015.
- 102 Guinée-Bissau, *Global Organised Crime Index*, GI-TOC, ENACT, 2021, 5, [https://ocindex.net/assets/downloads/english/ocindex\\_profile\\_guinea-bissau.pdf](https://ocindex.net/assets/downloads/english/ocindex_profile_guinea-bissau.pdf).
- 103 Par exemple, les dialogues sur la résilience des communautés, facilités par le Fonds de résilience de GI-TOC, offrent aux membres de la communauté une occasion importante de discuter des problèmes et des actions potentielles dans un espace sûr qui n'existerait pas sans soutien extérieur.

**Crédits d'image****Page**

© Wikipedia.....	Couverture
© Oumar Zombre .....	7
© Gilles Paire/Shutterstock.....	9
© dianajarvisphotography.co.uk/Alamy Stock Photo.....	10
STR/AFP via Getty Images .....	11
© Tayvay/Shutterstock .....	13
GI-TOC .....	14
GI-TOC .....	16
Stefan Heunis/AFP via Getty Images .....	19
GI-TOC .....	24
© Tayvay (Shutterstock).....	25
GI-TOC .....	26
© Oumar Zombre .....	31
Gilles Paire/Shutterstock.....	32
© Oumar Zombre .....	33
Peek Creative Collective/Alamy Stock Photo.....	34
Peek Creative Collective/Alamy Stock Photo.....	36
Peek Creative Collective/Alamy Stock Photo.....	38
Peek Creative Collective/Alamy Stock Photo.....	39
© Henry Wilkins .....	40

Cette publication est financée par



UNION EUROPÉENNE



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères. Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne ou du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères

## À propos des auteurs

**Yvon Dandurand** : Yvon est professeur émérite de criminologie et de justice pénale à l'Université de Fraser Valley, en Colombie-Britannique (Canada), membre et associé principal de l'International Centre for Criminal Law Reform and Criminal Justice Policy (Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique en matière de justice pénale) et membre du Global Initiative Network of Experts (Réseau d'experts de l'Initiative mondiale).

**Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo** : Lucia est directrice de l'Observatoire de l'économie illicite en Afrique de l'Ouest à la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale). Elle a travaillé comme conseillère juridique et politique auprès du Département de la planification et du développement du gouvernement du Punjab, au Pakistan, et auprès du ministère des Finances, au Ghana.

**Kingsley Madueke** : Kingsley est coordinateur de recherche pour le Nigeria au sein de l'Observatoire Afrique de l'Ouest de la GI-TOC. Il est chargé de cours au Centre for Conflict Management & Peace Studies de l'université de Jos et a beaucoup écrit sur la violence et l'instabilité au Nigeria. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université d'Amsterdam.

**Oumar Zombre** : Oumar est journaliste senior bilingue. Il est actuellement basé au Burkina Faso. Il exerce depuis plus de quinze ans et a remporté de nombreux prix et distinctions.

## Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier tous les membres des communautés qui ont pris le temps de collaborer avec l'équipe et de partager leur expérience de l'économie illicite et de l'instabilité. Sans leurs voix, qui sont au cœur de ce rapport, cette recherche n'aurait pas été possible. En outre, nous remercions pour leur soutien, l'ADIC-Nafaia et l'équipe de chercheurs en Guinée-Bissau qui a apporté son aide dans la collecte de données à Pitche, ainsi que les relecteurs de ce rapport qui ont partagé des idées précieuses.

Image de couverture :

Des femmes à Kaya, au Burkina Faso, pétrissent du mil pour préparer le repas



**OCWAR-T**

Crime organisé : réponse ouest-africaine au trafic

Coordonné par

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mis en œuvre par

**ISS** INSTITUT D'ÉTUDES  
DE SÉCURITÉ

**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME